

CGT-U. — CONGRÈS DE SAINT-ÉTIENNE

DISCOURS D'ALEXANDRE LOZOVSKY ET RÉPONSE D'ARMANDO BORGHI

Il existe deux versions du discours que Lozovsky a prononcé au congrès de fondation de la CGT-U (24 juin au 2 juillet 1922) : l'une qui a été publiée en brochure par la Librairie du Travail, intitulée *Les Syndicats et la Révolution*, dans laquelle se trouve également un « Message de l'Internationale syndicale rouge ». L'autre qui figure tout simplement dans les « minutes » du congrès et qui est la retranscription de l'intervention et des débats qui ont suivi. Les deux textes sont sensiblement différents. L'ordre du jour du congrès prévoyait une réponse d'Armando Borghi à l'intervention de Lozovsky, que nous avons joint.

DISCOURS DE LOSOVSKI

Losovski. — En Russie, nous aimons les chansons et je suis très heureux que vous ayez commencé par l' « Internationale » et « Révolution ». Cela prouve que les deux grandes fractions de ce congrès sont pour la révolution sociale. (Interruption: mais pas pour la dictature! Bruit.)

Monmousseau. — Les camarades étrangers sont appelés à prendre la parole dans ce congrès. Le camarade Borghi prendra la parole. Mais si vous ne permettez pas au camarade Losovski de s'exprimer, nous vous jurons de vous rendre la pareille. (Applaudissements.)

Besnard. — Camarades: je vous demande de faire le plus grand silence. Losovski va parler et Borghi lui répondra mais nous serons là aussi pour répondre à notre camarade Losovski. Je vous demande donc d'écouter dans le plus grand calme et le plus grand silence, comme on le doit à un hôte.

Losovski. — Oui, camarades, j'ai pensé qu'en tout état de cause, vous voudriez entendre celui qui est venu ici illégalement, qui risque d'être arrêté à chaque instant, alors que les autres sont ici légalement et que leurs noms s'étalent tous les matins dans les journaux. Oui, camarades, écoutez ma parole, parce c'est la première fois qu'un bolchevick parlera ici. Je ne connais pas très bien votre langue, mais vous seriez indulgents pour celui qui est venu d'un pays qui lutte contre le monde entier. C'est avec une grande émotion que je prends la parole ici, et croyez que cette émotion n'est pas provoquée par des manifestations hostiles, ni par cette arrestation que je pourrais craindre. Camarades, il y a 9 ans, j'étais à Paris; j'ai été de ceux qui avec Monatte, avec Rosmer, avons, au mois d'octobre 1914, commencé à remonter le courant en France.

Vous concevez que j'ai quelque chose à dire dans un pays où, pendant la guerre et l'état de siège, j'ai milité contre la guerre impérialiste. (Applaudissements.)

Permettez-moi tout d'abord de saluer en votre personne le prolétariat français. Tous ceux qui sont ici représentent les prolétaires et nous vous apportons les salutations fraternelles du prolétariat russe. (Applaudissements.)

Je suis d'autant plus heureux de saluer le prolétariat français ici, à Saint-Etienne, que le département de la Loire est non seulement riche en charbon et en fer, mais est riche également en énergie révolutionnaire.

Ce sont les salutations du prolétariat russe qui souffre et qui se prive, et qui porte le fardeau du monde entier que je vous apporte ici.

Camarades, on a écrit beaucoup de choses sur la Russie; on a beaucoup ergoté sur la Russie, mais ceux qui ergotent le plus ne savent pas toujours ce qui s'y passe.

Vous permettrez à celui qui a de l'expérience, à celui qui a fait cinq ans de révolution, à celui qui a connu les prisons et la Sibérie, de vous exposer en toute franchise et en toute liberté et avec toute sa conscience, toute sa pensée, quelle qu'elle soit.

Si par hasard, dans mon exposé, des paroles vives et tranchantes sortaient de ma bouche, croyez-bien que ce ne sera aucunement avec l'intention d'être désagréable, mais voyez simplement en cela l'impossibilité où je pourrais être de trouver le mot exact et la forme la meilleure pour laquelle les Français sont si chatouilleux.

Vous m'excuserez donc si des paroles vives sont prononcées par moi, si je connaissais mieux votre langue, cela ne se produirait pas.

La première question qui se pose est celle-ci: La situation est-elle toujours révolutionnaire dans le monde entier ou bien ne l'est-elle plus et le moment est-il déjà passé ?

Camarades, cette question est de la plus grande importance. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que le capitalisme se désagrège et qu'il est en pleine décomposition. Ce fait se manifeste d'ailleurs par son attitude actuelle.

Camarades, si vous faites la révolution, pas à la russe, mais à la française, nous serons les premiers à vous en féliciter.

Faites la révolution comme vous l'entendez, à la française, à l'italienne, faites-la comme vous voudrez ; le principal est de la bien faire.

Camarades, le capitalisme se décompose et il se produit actuellement des manifestations intéressantes même à ce sujet. Les pays où les changes sont élevés, l'Amérique, l'Angleterre, la Norvège, la Suisse, la Suède, etc..., ont de nombreux chômeurs; au contraire, dans les pays où le change est en baisse, le chômage n'existe presque pas.

Dès que le change va en montant, le chômage suit et dès que le change baisse, le chômage diminue en même temps.

Qu'est-ce que cela ? C'est la contradiction qui est sortie de la guerre, cette contradiction qui a été créée par la paix de Versailles: C'est là le résultat de la conflagration générale d'impérialisme qui s'est abattue sur le monde entier et, aujourd'hui, le monde entier ne peut plus en sortir. En effet, pour que la France sorte actuellement de la situation financière et économique dans laquelle elle se trouve, il faudrait que l'Allemagne paie. Mais pour que l'Allemagne puisse payer, il faudrait qu'elle fasse marcher son industrie. Et alors, camarades, l'Allemagne deviendrait forte économiquement et si l'Allemagne devenait forte économiquement, elle deviendrait forte politiquement.

Tout cela, camarades, s'enchaîne. Pour que la France ait de l'argent, il faut donc que l'Allemagne soit forte, mais si l'Allemagne est

forte, il est possible que la bourgeoisie allemande ne veuille plus payer.

Vous comprenez aisément, camarades, tout cet enchaînement de causes qui fait réfléchir tous ces alliés qui, hier, écrasient l'Allemagne.

C'est pourquoi vous voyez tout de suite la France se dresser, c'est pourquoi vous voyez Lloyd George, le grand papa qui veut faire le pacifiste, l'Amérique démocratique qui a recueilli tout l'or de cette guerre et qui tient actuellement la bourse internationale, c'est pourquoi vous voyez tous ces pays se dresser.

Aujourd'hui, ce n'est pas le franc qui compte dans le monde, mais c'est le dollar qui est le vrai maître du monde. Or, cette maîtrise du dollar, elle pèse sur l'Europe qui tombe de plus en plus bas. L'Europe ne peut plus sortir de cette situation par ses seules forces.

Eh bien, camarades, devant ce monde qui se décompose, la Russie révolutionnaire, la Russie qui lutte et qui a donné un coup mortel au capitalisme, qu'a-t-elle fait? La Russie a fait en quelques années toutes les révolutions que vous avez faites en 130 ans. Nous avons en effet, fait d'un seul coup toutes vos révolutions, celles de 89, 93, 1830, 1848, et la Commune et nous n'avons fait cela qu'en quelques années.

C'est cet énorme bouleversement qui a soulevé tout le capitalisme, c'est cet énorme bouleversement qui a rendu possibles des changements politiques, c'est ce bouleversement qui a attaqué de front la propriété et qui a fait front contre les banques. Ah! les banques! vous devinez ce que cela veut dire! C'est l'endroit le plus sensible du monde bourgeois. Les banques, cela représente les terrains, les maisons, les châteaux, etc... Ce sont ces brigands de bolcheviks, ces horribles dictateurs rouges, ces assassins de bolcheviks qui ont f...lichu à la bourgeoisie russe une révolution à la clef.

Ah! camarades, si les ouvriers du monde entier étaient aussi conscients que le sont les bourgeois, il y a déjà longtemps qu'on en aurait fini avec cette bande! Aussitôt que la bourgeoisie a souffert de ces brigands, de ces assassins, de ces dictateurs, etc., etc., l'Amérique s'est levée, ainsi que la France, la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, la Pologne, l'Angleterre et tout le monde est tombé à bras raccourcis sur nous.

Pourquoi?

Tout simplement parce qu'on voulait avoir du « pognon ».

Et puisque nous sommes des dictateurs, nous n'avons pas payé les 37 milliards de roubles-or qu'on nous réclamait. Nous ne sommes pas si bêtes que cela!

Les représentants de 19 puissances se sont présentés au mois de janvier 1918 et le plus vieux d'entre eux, avec une émotion certainement plus grande que la nôtre, nous a dit:

« Monsieur le Président des Commissaires du Peuple, au nom des 19 puissances qui sont représentées ici, nous, vous déclarons que nous n'admettrons pas que les intérêts de nos nationaux soient lésés. »

Qu'est-ce que cela voulait dire ?

Nous avons confisqué les fabriques, les usines françaises, belges. Cette déclaration des 19 puissances nous avait été faite au nom de l'humanité, de la civilisation, de la culture et autres histoires du même genre. Cette déclaration extrêmement émouvante n'était autre qu'une déclaration de guerre contre la Russie.

Pendant quatre ans, le monde entier a été enrôlé contre nous ; l'Allemagne d'un côté, les alliés de l'autre, tous ont marché contre la Russie qui est, vous le savez, 45 fois plus grande que la France.

On nous a coupé le naphite à Bakou, on nous a coupé le blé en Sibérie et nous, les prolétaires russes, nous nous débrouillions comme de véritables diables.

Voilà ce que nous avons fait.

Au point de vue économique, quelle a été la force qui a fait mouvoir cette révolution ?

Quand les paysans ont eu la terre, ils se sont dit : il est possible que l'on cherche à nous la reprendre et quand les ouvriers ont eu en mains les usines, ils se sont dit à peu près la même chose.

Mais un mois d'octobre 1917, au front, il y avait alors des millions de soldats et il y avait donc beaucoup de fusils et de mitrailleuses. Chacun a donc emporté un fusil ou une mitrailleuse, armes qui avaient été fabriquées dans les usines de Saint-Étienne, du Creusot, etc., etc. (Applaudissements.)

La bourgeoisie agit plus intelligemment que beaucoup d'ouvriers. Aussitôt la révolution commencée, nous avons eu une levée de bouilliers des réformistes de l'Internationale. Jouhaux et Renaudel ont fraternisé dans leur trahison ; en Angleterre, Andler ; en Allemagne d'autres ; dans tous les pays, les réformistes de l'Internationale — partis socialistes, syndicalistes, vieille C. G. T. française, organisations réformistes — se sont levés contre la révolution. (Bruit dans les tribunes.)

Je ne vois pas pourquoi, dans ce Congrès on est étonné quand je dis que tous les réformistes se sont dressés contre la révolution. Les réformistes de l'Internationale étaient contre la révolution russe parce qu'il paraît qu'elle a froissé le sentiment démocratique en faisant bon marché de la Constituante et des autres fétiches créés avant la guerre et dont malheureusement tout le prolétariat ne s'est pas encore affranchi.

Et quand, camarades, vous avez contre vous toute la bourgeoisie, toutes les grandes organisations réformistes du monde entier, la C. G. T. française, la C. G. T. allemande, les trade-unions anglaises, et en outre une minorité révolutionnaire, la situation est difficile. En 1917, vous étiez en minorité dans votre vieille organisation et vous avez fait tout ce que vous pouviez pour soutenir la Révolution. Ensuite vous avez subi malgré vous l'influence de la coalition dressée contre la Révolution, des mencheviks et socialistes qui nous disaient

que la Révolution ne devait pas aller trop loin. Qu'est-ce que cela voulait dire ? Ils nous disaient : Ne prenez pas les fabriques, parce que vous ne pourriez pas organiser la production. Ne touchez pas aux banques parce que vous aurez contre vous le monde entier. Ne touchez pas aux organisations patronales, parce que dans nos pays nous avons encore besoin de ces organisations sans lesquelles nous ne pourrions nous-mêmes organiser la Russie nouvelle, la Russie démocratique.

Qu'a-t-on fait dans la Révolution ? Vous avez un canon sur lequel est inscrit : le pogon, s'il vous plaît, et à bas les dictateurs ! et sur un autre : socialisme démocratique et à bas les dictateurs ! Quand vous avez ces deux canons contre vous, vous en mettez quatre contre ces deux et vous continuez votre besogne : les chiens aboient et la caravane passe. (Applaudissements.)

La Révolution russe d'octobre a soulevé dans l'âme des exploités du monde entier une énorme joie. Ceux qui ont eu longtemps le socialisme, le communisme comme idéal, se sont soulevés. Il paraît que ce sont là des brigands, mais puisque ces brigands ont pris les fabriques, les banques, etc., l'ouvrier se disait : ce sont des brigands, on peut tout de même pardonner à ces brigands leur brigandage, puisque ce sont les riches qui s'en plaignent.

De 1917 jusque vers la moitié de 1920, dans les organisations révolutionnaires, communistes, socialistes, indépendantes, la Révolution a été acclamée et dans tous les pays les organisations révolutionnaires ont exprimé leur joie et leur fraternité au prolétariat de Russie.

En 1919, au sein du Congrès de la C.G.T. d'Espagne, l'organisation syndicaliste révolutionnaire a adhéré à la III^e Internationale.

La fraction Borghi, au nom de l'organisation italienne, a adhéré à la III^e Internationale.

La minorité de la C.G.T. française y a adhéré aussi.

C'était à la fin de 1919, commencement de 1920. Vous voyez que nous avons des adhésions un peu étranges.

Comment se fait-il que les organisations syndicalistes révolutionnaires, les organisations anarchisantes adhèrent à la III^e Internationale, qui est manifestement une organisation politique ? Quelles en sont les causes ?

C'était la Révolution, son caractère social foncièrement ouvrier, qui a montré aux camarades qu'après tout, politique ou économique, puisque la Révolution prenait les fabriques, les usines, les banques, ils pouvaient dire : nous sommes avec eux.

C'est le raisonnement qu'ont fait les camarades de ces organisations. Je les félicite parce que l'instinct de classe les a bien guidés dans leur adhésion.

Mais, à partir de 1921, des dissensions se font de plus en plus jour à l'égard de l'Internationale. Je vous ai dit, camarades, que je dirai toute ma pensée. A cette date, il s'est manifesté de l'hostilité contre Moscou, après l'échec des grèves en Italie et de la prise des

fabriques. Ces reprises d'hostilité contre Moscou coïncident — ce n'est pas un hasard — avec le reflux des vagues du capitalisme. En 1920, ce n'est pas le Rubicon, mais c'est une date. En 1921, le capitalisme international s'est ressaisi. Il est allé à Washington avec Jouhaux et les autres. Il a fait des concessions. En France, il a voté les huit heures. Quand le Sénat, dans l'île des Pingouins, vote les huit heures, ça chauffe. Et cela a chauffé dans le monde entier. Si on a voté les huit heures en France, je ne dis pas que nous en soyons la cause, mais nous y avons tout de même contribué. (Applaudissements.)

Moscou, les politiciens — ces sacrés politiciens — et l'Internationale, on a mis tout cela dans le même sac de la réprobation.

L'opposition commencée en 1920-1921 augmente de plus en plus et nous sommes dans une situation difficile. Peut-être les camarades en chantant « Révolution » croient qu'ils froissent mes sentiments. Mais je voudrais que non seulement vous chantiez la Révolution, mais que vous la fassiez.

La deuxième cause d'opposition de l'anarchisme international à l'Internationale communiste, c'était la situation des anarchistes dans la Révolution russe. De février 1917 à octobre, les anarchistes suivent deux courants parallèles qui combattent pour la Révolution sociale contre le capitalisme.

Qu'est-ce que la révolution en action ? Au mois d'octobre, les ouvriers de Petrograd, Moscou et autres villes de Russie se sont soulevés avec les mitrailleuses et les fusils. Les ouvriers ont pris possession des usines. Chaque usine, c'est la forteresse du capitalisme. Celui qui veut renverser le capitalisme renverse la forteresse.

Après la Révolution, l'anarchisme en Russie a formulé dans la presse un certain nombre de directives qu'il tenait à voir appliquer. En temps de Révolution on ne fait pas de chansons. Quand on émet une résolution on l'applique immédiatement. Quelles sont les idées principales ? 1° Les conseils de fabriques et les comités de fabriques sont les maîtres de chaque fabrication et de chaque usine. Ce n'est pas l'expropriation collective, c'est l'expropriation individuelle.

2° L'indépendance absolue de toutes les communes locales du centre, c'est-à-dire de ce centre qui a assuré la Révolution.

3° Le respect par le gouvernement, de toutes les institutions qu'à créées le gouvernement.

4° La liberté absolue de faire ce que l'on veut.

Camarades, je crois avoir bien défini le point de vue anarchiste. Notre camarade Borghi, je crois, nous dira oui. Ce sont les idées exprimées par les anarchistes.

Borghi. — Non. C'est Borghi qui dit non. Et j'ai des preuves.

Losovski. — Alors, camarades, dans la Révolution, il y a plusieurs thèses en présence. Que faut-il faire quand on lutte non seulement sur telle ou telle question pratique, mais sur la question principale, sur la question primordiale ?

C'est un délégué français, très intelligent, qui a dit : La Révolution, c'est une idée qui a trouvé ses baïonnettes.

Alors, on a fait valoir les idées par les baïonnettes et les anarchistes ont été vaincus.

Pourquoi ? Parce que nous sommes des dictateurs, parce que les bolcheviks sont des diables, comme on dit dans les journaux français.

Les bolcheviks ont trente-trois diables dans le corps ; cela vous donne une idée et vous dites : Ils ont un corps ces gens-là. Mais au fond ils ne sont pas si diables que cela.

Les bolcheviks ont eu les anarchistes parce que, dans l'idée anarchiste, il y a beaucoup de choses très bonnes, mais elles sont bonnes quand la bourgeoisie est écrasée définitivement. (Applaudissements.)

Mais quand il faut lutter, ce n'est plus la même chose. On nous dit : Nous sommes bien armés, mais nous avons contre nous les armées françaises, anglaises, polonaises, allemandes, etc..., organisées systématiquement, non seulement avec les fusils, mais avec les canons, les tanks, les avions ; nous en avons trouvé beaucoup, beaucoup, après la Révolution d'octobre, de ces canons et de ces tanks ; nous en avons trouvé dans toutes les communes de la Russie et nous les avons ramassés.

C'est avec ces canons et ces tanks que nous avons répondu aux offensives.

Ce n'est pas en laissant tout le monde faire ce qu'il veut, en laissant toutes les communes indépendantes que l'on peut arriver à vaincre toutes ces grandes difficultés.

En ce qui concerne ma vie propre de militant, depuis le moment où je suis rentré en Russie, je n'ai pas quitté un seul instant les syndicats, c'est-à-dire depuis le 14 juin 1917.

Nous nous sommes trouvés devant des difficultés énormes immédiatement après la Révolution, parce que, camarades, on a chassé les propriétaires, mais avec les propriétaires, ce sont les techniciens qui s'en sont allés.

J'ai vu une résolution que vous avez prise à ce sujet et qui dit : Nous engloberons les techniciens ; mais ils ne sont pas encore bons pour être englobés, ces techniciens, dans la C.G.T. de la rue Lafayette ! Et je ne sais pas comment vous les engloberez dans vos organisations, ces techniciens.

C'est une expérience.

Ils ont voté des résolutions à leur syndicat en disant : Lorsque les ouvriers prendront l'usine, tous les directeurs et tous les techniciens s'en iront.

Voilà.

Camarades, les ouvriers russes étaient encore moins éduqués, au point de vue technique, que les ouvriers français.

Quand vous avez dans une usine 20.000 ouvriers et que le personnel s'en va, c'est aussitôt 3 ou 400 employés techniciens qui s'en vont, et cela crée d'énormes difficultés.

Ce sont les conseils de fabrique qui se forment.

Mais, là encore, je vais vous citer un exemple.

Nous avions en Russie une usine qui s'appelle « Triogolnik », ce qui signifie en France « triangulaire » ; c'est une fabrique de caoutchouc. Il y avait dans ce conseil de fabrique 13.000 ouvriers et deux millions de pounds de naphte.

Au mois de janvier, les tramways de Pétrograd s'arrêtèrent parce que le naphte manquait.

Nous sommes allés à ce conseil de fabrique et nous avons dit : Vous avez deux millions de pounds de naphte ; donnez-nous-en pour faire marcher les tramways.

Le conseil de fabrique nous a dit : Mais ces pounds de naphte sont à nous et ils nous resteront.

Eh bien, camarades, vous direz : c'est de l'égoïsme. Oui, c'est de l'égoïsme, mais croyez-vous que du jour au lendemain l'égoïsme disparaît ?

Vous tous, camarades syndicalistes, anarchistes, communistes, vous n'êtes pas des saints. Ah non ! Et nous non plus.

Beaucoup, beaucoup de préjugés sont encore en nous tous.

Nous sommes ainsi parce que nous sommes sortis d'une société pourrie, parce que, dès l'enfance, on nous a donné cette mentalité égoïste. On a déformé nos cerveaux, on a déformé notre cœur. Cet égoïsme existe.

Eh bien, cela, c'est l'autonomie du conseil de fabrique.

Qu'avons-nous fait ? On n'a pas fait marcher les canons.

On a fait quatre réunions dans l'usine. Nous avons dit : écoutez, la Révolution n'a pas été faite pour que vous ayez deux millions de pounds de naphte. Si vous faites des guloches, faites-les, mais si vous ne nous en donnez pas, vous n'aurez pas d'autres produits pour vivre.

Après quatre réunions, on a réussi à convaincre les camarades.

Nous avons dit : On n'est pas propriétaire exclusif ; ces pounds de naphte appartiennent à la collectivité ; on n'est pas propriétaire de tel ou tel comité d'usine, de tel ou tel conseil de fabrique.

Nous avons eu d'autres difficultés.

La Russie est quarante-cinq fois plus grande que la France. Après la Révolution d'octobre, dans tous les districts, les conseils des commissaires du peuple ont surgi.

C'était le fédéralisme, absolu, complet (mettez tous les adjectifs que vous avez dans votre langue française).

On dira : Il faut que le fédéralisme soit intelligent, conscient, très bien.

Camarades, il faut un fédéralisme conscient, intelligent : voilà ce que nous avons fait en supprimant cette autonomie absolue, complète, entière, cette indépendance, etc..., en faisant de toutes ces communes une entité, avec une autonomie limitée.

Ensuite, vient la question de l'armée rouge ; l'armée rouge, qu'est-ce que c'est ?

Ce sont des ouvriers.

Il nous a fallu lutter contre l'armée allemande avec ses officiers et nous avons été battus.

Nous avons signé la paix de Brest-Litowsk. Et on a dit : Ah ! ah ! ces bolcheviks, ils ont signé la paix avec Guillaume ! On les voit ces révolutionnaires ! Des gens qui se sont mis à table avec Guillaume, avec Hindenburg, avec Ludendorff ! Tandis que nous, révolutionnaires, nous restons en France, nous restons en Italie, sans nous mettre à cette table ! (Applaudissements.)

Mais quand vous faites une grève, camarades, que faites-vous ?

Quand vous faites une grève de quatre, cinq, six semaines, c'est difficile. Tout le monde sait que vous êtes des ouvriers. Nous sommes aussi des ouvriers. Que faites-vous ? Vous parlez avec les autres, avec n'importe qui, avec les jaunes, etc...

Pouvons-nous dire qu'une révolution qui a été momentanément battue, momentanément écrasée, a été battue parce qu'on était obligé de parler avec un tel ou un tel ?

Non.

Si nous avons signé la paix de Brest-Litowsk, c'est que nous n'avons pas eu la possibilité de faire autrement.

On est resté sur ce terrain ; on a organisé l'armée.

Il y a ici beaucoup de camarades qui ont fait la guerre. Est-ce que les soldats ont la science de la guerre ?

Il fallait utiliser la science de guerre ; il fallait créer une armée ; il fallait prendre tout ce qu'il y a dans le mouvement, tous les éléments pour combattre l'adversaire. Camarades, on a eu tellement de techniciens qui se sont organisés contre nous ! Tellement d'officiers de l'ancienne armée ! Les meilleurs, c'était la garde impériale ; ils étaient contre nous ; ils formaient des bataillons d'ouvriers contre nous, sur le front.

Un certain nombre d'entre eux disaient : Après tout, on s'en fout, qu'on soit avec les bolcheviks ou les autres !...

J'ai un métier, moi.

— Alors, si tu as un métier et si tu veux gagner ta vie, c'est bien. Mais si tu bouges, alors... zigouillé ! (Applaudissements.)

Ceci, ce n'est pas de la théorie ; c'est la vie ; dans chaque régiment, dans chaque détachement, on a installé des commissaires.

Qu'est-ce que ces commissaires ? Il y avait, parmi ces commissaires, des communistes, beaucoup d'anarchistes et même des syndicalistes ; les commissaires ne sont pas des techniciens ; ils ne connaissent pas la guerre ; quand il y a des trahisons, ils ont le droit de faire fusiller le chef militaire. C'est un droit, non pas donné par la loi, mais acquis par la force dans la Révolution.

Nous avons eu contre nous des bataillons d'officiers ; ces hommes, très bien organisés militairement, combattaient contre nous parce qu'ils croyaient que les bolcheviks étaient des brigands et que la Russie tombait en décomposition.

Qu'avons-nous fait contre ces bataillons russes ? Nous avons

formé des bataillons de communistes, de syndicalistes et d'ouvriers qui ont marché contre la contre-révolution, et ils se sont abattus sur ces officiers comme des diables ; ils ont arrêté les contre-révolutionnaires.

On peut ergoter tant qu'on voudra sur l'armée rouge, il n'en reste pas moins que si l'armée rouge n'avait pas existé, la Russie aurait déjà payé sa Révolution par des centaines de milliers de cadavres.

Je n'exagère pas, camarades. Faites vous-mêmes une petite opération arithmétique : deux mois de la Commune en France ont coûté la vie à 30.000 ouvriers. Combien devrait payer le prolétariat russe en quatre années ? Faites la multiplication et songez qu'il ne s'agit pas seulement de Paris, mais de toute la Russie qui a 150 millions d'habitants. Vous verrez que, si nous n'avions pas organisé l'armée rouge, des centaines de milliers d'ouvriers auraient été tués par la contre-révolution nationale et internationale.

J'en viens ici à l'Etat. L'Etat, ce mot s'écrit avec un E majuscule ; il ne s'agit pas de l'Etat tout court ; c'est d'un grand Etat que l'on parle. Nous sommes tous contre l'Etat. En effet, qu'est-ce que l'on comprend sous ce mot ?

Je ne veux pas parler de la politique en France ; je parlerai d'un Etat quelconque, d'un Etat X ou Z. L'Etat, c'est la force concentrée de la classe dominante. Vous êtes pris par toutes ses institutions : justice, police, gouvernement, tribunaux ; vous être pris de tous côtés par les tentacules de cet organisme qui se dit l'Etat.

Pour combattre un organisme concentré, pouvait-on entreprendre une action par petits paquets dans les différentes parties de la Russie ? Non. Il fallait tout renverser et créer un organisme qui ne corresponde pas aux anciens, mais tout de même créer un certain nombre d'organismes dont l'ensemble devait être l'Etat.

Au lendemain de la Révolution, par exemple, il fallait combattre la contre-révolution ; je ne pense pas qu'il se trouvera ici un libéral pour affirmer qu'il fallait la laisser. On peut être partisan de la liberté, cela n'empêche pas qu'il faut combattre la contre-révolution. Il fallait donc confisquer les usines, les fabriques, il fallait organiser la production et la défense extérieure et intérieure. Toutes ces institutions : conseils de fabrique, soviets, syndicats, constituaient l'Etat prolétarien. Toutes ces institutions de distribution, d'organisation, de répression forment encore l'Etat. Jusqu'à quel jour garderons-nous cet organisme ? Jusqu'au jour où le capitalisme disparaîtra, non pas dans un seul pays, mais dans tous les pays.

Car les Russes ne pensent pas avoir fait une révolution de palais. Lorsque nous avons pris les usines, Paris en a reçu le choc ; notre mouvement est comparable à l'électricité ; il a eu sa répercussion en Belgique et dans les autres pays. Pourquoi ? Parce qu'il y avait, avant la Révolution, pour un milliard et demi de roubles or de capitaux dans les usines et dans les fabriques ; il y avait des valeurs russes ; il y avait tout ce que la bourse internationale, tout ce que les banques

possèdent pour exploiter la classe ouvrière. Pour faire disparaître le système capitaliste organisé internationalement, il faut que notre Révolution soit équilibrée dans les autres pays par des révolutions analogues et l'Etat disparaîtra lorsque les pays les plus grands auront vaincu. La période entre la constitution d'un nouvel état de choses et la disparition de l'ancien ne dépend pas de nous ; elle dépend de vous. (Applaudissements.)

Le pays qui entrera le dernier en combat verra sa période transitoire réduite, non pas parce que les idées libertaires auront fait du chemin, mais tout simplement parce qu'il aura fait sa révolution le dernier.

La question se pose donc de la façon suivante : on ne peut pas faire disparaître l'Etat et dire qu'on est contre l'Etat. Car si nous nous mettons dans cette position, que reste-t-il à faire ?

Vous êtes ici représentants de syndicats. Les syndicats russes ont les gardes rouges ; ils ont pris possession des usines ; ils ont formé une police qui surveille les grandes usines pour que les contre-révolutionnaires ne les fassent pas sauter. Mais après...

On écrit bien que le syndicat est tout à fait autonome. En somme, vous n'êtes pas autonomes vis-à-vis des Alliés, vis-à-vis de la France et, lorsqu'on vous lance des matraques sur la tête, vous n'avez qu'à lancer une contre-matraque.

Nos syndicats russes ont participé à cette lutte. En 1919, ils étaient entourés. Denikine était presque à Toula, à 180 kilomètres de Moscou, Wrangel était au centre de la Russie. Les syndicats russes ont mobilisé leurs conseils d'administration, leurs secrétaires dans une proportion de 50 à 75 0/0 ; ces militants sont allés au front ; ils sont devenus des commissaires, des camarades qui animaient la masse qui était sur le point de flancher et nous avons vaincu.

Envisageons maintenant la lutte de l'Etat sur le plan économique, c'est-à-dire l'usine. Les camarades d'Italie ont mené cette lutte sur le plan économique ; ils ont pris les usines ; ils y sont restés deux semaines et ils sont partis. Au lieu de désorganiser tout l'appareil de la bourgeoisie, ils ont pris les usines ; ils se sont entendus avec elle ; ils ont eu des pourparlers. Vous pourrez croire tout ce que vous voudrez. Nous ne sommes pas des poires ! Quand on a pris quelque chose, on le tient, nous le tiendrons. (Applaudissements.)

A quelles difficultés nous heurtons-nous ?

Je m'adresse ici aux camarades dont j'ai connu les luttes pendant et avant la guerre. Supposez que vous soyez en grève depuis cinq ou six semaines. On commence à flancher ; les petits enfants n'ont pas à manger ; les femmes ne disent rien ; mais on voit qu'elles sont inquiètes ; les hommes viennent dans les réunions et commencent à grogner : « Est-ce que cela va durer sept ou huit semaines ? Que fait donc le syndicalisme ? » Alors, vous vous efforcez de remonter le courant. Vous dites : « Il ne faut pas avoir de défaillances ; nous allons à la victoire ; allons de l'avant. »

Si dans les foules il y a des gens qui disent : « On sait bien pourquoi vous êtes partisans des grèves ; vous touchez de l'argent la nuit ; les comités de grève s'arrangent comme les commissaires en Russie... » que ferez-vous ? Vous ferez marcher la machine à brosser et la chaussette à clous. (Applaudissements.)

Parmi ceux qui flanchent, il y a des mencheviki, il y a des anarchistes. Mais, qu'importe ces étiquettes ; la chaussette à clous marche et elle marche bien.

Dans de telles conditions, la Révolution russe n'est plus une révolution nationale ; elle est sortie du cadre national ; elle a fait tressaillir, elle a secoué le monde entier. Il n'est pas un seul pays au monde, que ce soit le Japon, l'Amérique, l'Australie même, où les secousses de ce tremblement ne se sentent pas. Tout ce qui se passe en Russie a son importance internationale. Nos échecs sont vos échecs ; vos échecs sont les nôtres.

Lorsqu'en 1920, vous avez été trahis par les « escargots » de la rue Lafayette... (Mouvements) ...vous avez subi un échec ; en Italie, en Allemagne, c'est notre sang qui a coulé. C'est de ce moment que datent les concessions et la nouvelle politique économique. Du reste, il n'y a rien de nouveau dans cette nouvelle politique économique qui est nouvelle pour vous et pour nous, mais qui, pour les bourgeois, n'a rien d'imprévu.

Nous avons pris des positions énormes, sur des terrains très vastes. Nous avons le monde entier sur le dos. Le prolétariat international bouge, mais pas assez. Pour vous, c'est peut-être suffisant, pour nous, cela ne l'est pas.

Aujourd'hui, on dit un peu partout : « Ces bolcheviki ! ils vont à Gênes ; ils parlent ; ils ont mis un frac et un chapeau haut de forme. On les connaît, les politiciens ! »

Si nous avons fait quelques concessions contre lesquelles certains s'élèvent, si nous sommes allés à Gênes, c'est parce que nous ne pouvions pas venir à Paris et que nous ne pouvions pas parler avec vous. Si nous pouvions parler, non avec M. Barthou, mais avec Borghi au nom de tous les prolétaires d'Italie, et avec Besnard, nous aurions vite arrangé les affaires.

Malheureusement, l'Italie, ses ressources, ses banques, ses fabriques ne sont pas encore à Borghi ; les forces de production française ne sont pas encore à Lecoin.

Il est vrai que nous sommes dans une situation terrible ; nous subissons une famine épouvantable ; il y a chez nous un mouvement de recul, mais si nous reculons c'est pour mieux sauter. Si nous n'avions pas fait ce mouvement, nous étions écrasés. Les libertaires, purs, comme l'épée et l'acier de Damas, auraient-ils gagné quelque chose ? Ils n'auraient rien gagné. Seule, la Russie bolchevik exécrée, la Russie dans laquelle chaque bolchevik était un brigand et un bandit a su tenir le coup contre le capitalisme mondial.

Aujourd'hui, si nous faisons des concessions, vous n'avez qu'à

vous en prendre à vous-mêmes et non pas à nous. Les militants nous adressent ce reproche. Mais, nous pouvons leur répondre ce que vous avez répondu lorsque la grève des cheminots a été écrasée par la trahison de certains hommes. Actuellement, nous sommes en Russie dans une situation terrible ; nous sommes battus ; mais, tout de même, ce n'est pas au moment où nous nous trouvons dans une situation telle, qu'il convient de ne rien faire pour nous aider et, en outre, de nous chercher des chicanes.

Nous avons chez nous la famine. La famine est due, d'abord, à la sécheresse de l'été, ensuite et surtout au blocus que nous supportons depuis quatre ans et demi. Quand les ouvriers meurent de faim, ils sont obligés de faire des concessions ; alors, on entend par la fenêtre, par la frontière d'Italie ou d'un autre pays, une voix qui dit :

« Quoi ? voilà une révolution qui fait des concessions ? Mais, ce n'est pas une révolution. Les révolutionnaires ne font pas de concessions. »

Mais, vous ne voyez donc pas que nous sommes acculés à faire ces concessions contre lesquelles nous nous débattons comme des diables ; et, au lieu de nous secourir, on tombe sur nous et on nous dit que nous n'avons pas réalisé le communisme intégral ? Mais, le communisme intégral ne peut se réaliser que dans une période de dix ans. Pour le réaliser, en outre, il faut que vous fassiez aussi votre action, il faut que tout le monde soit bouleversé. Or, dès qu'un pays commence à travailler dans ce sens, vous lui jetez un pavé sur la tête et vous dites : « Comment ! vous n'avez pas réalisé le communisme en quatre ans ? » Mais, nous vous laissons libres de le réaliser en six ans, en dix ans ! Est-ce que vous croyez que nous nous opposerons à vous si vous le réalisez ? Allez-y ! Marchez si cela vous plaît ! Mais n'adressez pas de reproches qui ne signifient rien, alors que vous ignorez tout de la révolution : ses difficultés, ses souffrances et tout le sang qui a coulé des veines de la classe ouvrière russe. (Applaudissements.)

De là, la situation où nous nous trouvons. Nous avons compris que, seule, la révolution internationale peut faire quelque chose. Mais, pour la révolution internationale, il faut des organismes internationaux, il faut l'Internationale.

Une Internationale est un groupement d'affinités. Ce n'est pas un caravansérail, ce n'est pas un chemin de promenade où chacun peut se dire : je ferai ce que je voudrai. Non, camarades, on fait ce que l'on veut chez soi, mais pas dans un groupement d'affinités.

Il y a un exemple qu'il est intéressant de vous rappeler. Au mois de mars 1921, pendant l'insurrection des ouvriers, les organisations localistes, c'est-à-dire les syndicalistes d'Allemagne, ont pris position et, dans leur organe central, ils ont publié un article, non signé, c'est-à-dire présentant un caractère officiel. Dans cet article, il est dit que toutes ces insurrections sont absolument condamnables. Pendant ces insurrections, les syndicalistes localistes n'ont donc rien trouvé de

mieux que de lancer des pierres et de frapper de coups de couteau dans le dos ces courageux ouvriers révolutionnaires.

Je vous demande si une organisation qui a commis un pareil acte, qui est absolument contraire à tout ce que l'on pourrait imaginer, je vous demande, camarades, si une semblable organisation avait été membre d'une Internationale syndicale rouge, composée de Français, d'Allemands, d'Italiens, etc..., si nous n'aurions pas eu le droit de lui dire : Mais vous avez fait un acte contre-révolutionnaire. Je vous le demande en toute sincérité, camarades : n'aurions-nous pas eu le droit d'intervenir et cette intervention devrait-elle être considérée comme une ingérence dans son autonomie ?

Camarades, ce serait comprendre quelque peu étrangement l'autonomie que de parler ainsi !

Quand je suis arrivé à Berlin, j'ai appris qu'une conférence se préparait. J'ai reçu des lettres dans lesquelles on me parlait de cette Conférence, mais je n'ai rien vu dans la presse ; je lis cependant divers journaux, la « Bataille Syndicaliste », la « Vie Ouvrière », l'« Humanité », et tous les organes libertaires. C'est alors que j'ai posé une question dans l'« Humanité ». Il paraît que c'était une intervention un peu brusquée. Qu'a répondu la C. A. ? Elle a dit : nous envoyons des délégués simplement à titre d'information et nous voudrions que Losovski comprenne autrement notre autonomie.

Mais, camarades, l'I. C. elle-même, il y a quelques mois a bien voté une résolution contre le Gouvernement des Soviets. Le Gouvernement des Soviets camarades est bien aussi grand que la C. G. T. Unitaire.

Eh bien ! le Gouvernement des Soviets n'a rien dit et ne s'est pas élevé contre cette ingérence dans son autonomie ! Pourquoi ? Mais simplement, parce que nous ne comprenons pas l'autonomie de cette façon. Nous nous sommes dit : ce sont des révolutionnaires, ils ont donc le droit de voter la résolution qu'ils ont formulée. Croyez-vous qu'il nous serait venu à l'esprit de dire à la C. A. : vous n'aviez pas le droit de voter la résolution que vous avez votée. Mais cela aurait été une folie !

Je pose quelques questions et tout de suite, on s'écrie : voilà les gens de Moscou qui nous lancent des pavés, qui s'immiscent dans des affaires qui ne les regardent pas. Comment, camarades, cela ne nous regarderait pas ? Est-ce que tout ce qui se passe dans le mouvement ouvrier international ne nous regarde pas, nous qui avons payé de notre sang... (Applaudissements.)

Vous avez dit : on envoie des délégués à titre de renseignements. C'est très bien, camarades, mais il fallait le publier trois semaines avant la séance. Cela était bien simple et tout le monde l'aurait su.

Mais, camarades, vous qui êtes ici, saviez-vous tous que cette conférence devait avoir lieu le 16 juin ?

Voix nombreuses. — Non ! Non !

Lozovski. — Je suis comme vous, je l'ignorais également. Eh bien ! camarades, si vous devez comprendre l'indépendance et l'autonomie dans ce sens, et si vous admettez qu'une personne ne peut poser une question, émettre une critique au sujet d'une question quelconque, vous pouvez rester tout à fait seuls ! Dans ces conditions, vous ne pourriez être membre d'une internationale, cela serait impossible. Mais, nous, camarades, nous comprenons tout autrement les choses. Et alors, camarades, si l'autonomie a cette signification, il reste à créer une nouvelle Internationale. C'est d'ailleurs ce qu'on a fait.

Vous savez, camarades, qu'en 1913, un bureau anarchiste international a été créé. Mais avez-vous entendu quelque chose de ce bureau pendant toute la guerre ? Moi pas. Ce bureau international anarchiste a, comme toutes les autres entreprises, été fourré dans le même sac.

Après le Congrès des syndicalistes allemands qui s'est tenu à Dusseldorf en 1921, une résolution a été votée disant : il faut créer une nouvelle Internationale syndicaliste, qui aurait été établie en Tchéco-Slovaquie. J'ai prié les camarades de Tchéco-Slovaquie de rechercher cette organisation. On la cherche toujours.

Quoi qu'il en soit, camarades, une nouvelle conférence a été convoquée. Dans quel but ? On nous a dit que c'était pour trouver un terrain d'entente. Mais croyez-vous que les camarades russes aient été invités pour expliquer leur point de vue ? Mais non. On a simplement donné voix délibérative à une minorité qui se composait de 10 émigrés avec leurs femmes et leurs enfants et quant aux autres, ils n'avaient pas voix délibérative. On les appelait tout simplement pour les « engueuler ». Mais il en est bien d'autres que l'on n'a pas laissés participer à cette conférence : les 120.000 mineurs du bassin de la Ruhr et de Silésie n'étaient pas représentés, pas plus que les 30.000 membres qui composent l'Allemagne révolutionnaire.

Et permettez-moi de vous citer quelques déclarations des congressistes :

L'un d'eux, nommé Dench, dit :

Nous ne pouvons pas forcer nos membres à rompre avec l'Eglise. Nous avons des organisations dont les dirigeants vont à la messe avec femmes et enfants ; cependant, leur caisse est en meilleur état que celle de certains athées connus, qui disparaissent souvent en emportant la caisse.

Un autre, Saner, d'Essen :

Nous condamnons la conduite du *Syndicalist*. Nous ne sommes pas partisans de ramper sur le ventre devant le gouvernement allemand.

Un autre dit :

SCHUMACHER (Viesdorf). — Les syndicalistes actuels n'ont pas d'élan. Le syndicalisme ne me satisfait pas non plus. Presque tout le groupe est emporté par le courant jaune.

Un autre encore :

MELLEN (Cologne). — Grâce à l'agitation des communistes, le nombre

de nos membres a passé de 3.000 à 500. Divers groupes n'ont plus déjà que 5 ou 6 membres. Nos « chefs spirituels » ne font que lutter entre eux et veulent nous mener comme des moutons.

Je poursuis :

PROGONSKY (Berlin). — On ne lit plus un mot sur la lutte de classe dans tout le *Syndicalist*. Pas un, moi non plus sur la grève générale.

Et maintenant, écoutez bien ceci :

OSRENGSTER (Berlin). — La question essentielle provoquant chez nous tant de commentaires, c'est la question de la « non-résistance par la violence », qu'on a propagée ces temps derniers. Cependant, pour autant que nous l'apprend l'expérience, la violence est nécessaire. Comment osons-nous donc appeler criminels les camarades qui ne pensent pas comme nous ?

Enfin, l'anarchiste KAHN (Berlin) dit dans son discours :

Le Comité Directeur est coupable pour une grande part de la décomposition actuelle de l'organisation. Dans le *Syndicalist*, la liberté d'opinion est complètement étouffée. On n'expose que les opinions de Kater et de Winkler. Tout le syndicalisme allemand est épuisé. On l'a transformé en un pâle reflet du syndicalisme français. On ne veut pas comprendre qu'il est nécessaire d'aller vers les masses.

Dans le *Syndicalist*, on n'entend que de tendres chansons sur la paix et l'amitié. Nous devons prêter notre attention aux sons rudes de la vie véritablement prolétarienne. Le syndicalisme doit mener une lutte quotidienne.

Et pour finir ces petites citations :

PIERRAC (Hambourg). — L'attitude complètement pacifiste de l'organisation syndicaliste nous a entraînés dans les morales socialistes, majoritaires et indépendants. Nous ne pouvons pas appeler frères les capitalistes. Il ne faut aucune sentimentalité. Si les choses continuent de la sorte, on en viendra à la scission.

Le rédacteur Winkler défend l'article intitulé « Les Pourvoyeurs de la réaction », dans lequel il demandait le sabotage de l'action de mars. Il se plaint de ce que nombre de groupes de syndicalistes déchirent leurs cartes de membres et ne veulent pas payer leurs cotisations.

Kester, de Dusseldorf, dit :

Par l'article « Les pourvoyeurs de la réaction », le *Syndicalist* a frappé dans le dos les ouvriers en lutte qui tombaient dans les griffes de la bourgeoisie et remplissaient les prisons.

Vous voyez comment s'exprimaient les délégués.

En ce qui concerne les délégués français, les Allemands ont dit : des camarades révolutionnaires ? qu'est-ce que c'est ? La O.G.T. Unitaire ? Quest-ce que cela veut dire ? Ils ont dit : mais ce sont des végétariens ! Vous comprenez bien qu'ils ne sont pas obligés de connaître vos sentiments. Moi qui les connais, je suis intervenu et j'ai dit : il s'agit d'une organisation révolutionnaire.

La Conférence de Berlin s'est déclarée ennemie de toute violence

organisée dans les mains d'un gouvernement révolutionnaire quelconque — ça, c'est pour nous — mais n'oublie certes pas que les luttes décisives entre le capitalisme d'aujourd'hui et le communisme libre de demain ne se passeront pas sans collisions sérieuses.

« Sans collisions sérieuses ». C'est donc qu'on reconnaît que cette violence que l'on condamne sera inévitable. On la reconnaît en tout cas comme moyen de défense. Mais la classe ouvrière doit-elle laisser échapper une occasion qui lui serait favorable sous prétexte de ne point exercer de violence offensive ?

Enfin, pour fixer sa position vis-à-vis de l'Internationale, la Conférence de Berlin déclare que l'Internationale syndicale rouge ne représente en elle-même, ni au point de vue des principes, ni à celui des statuts, une organisation internationale capable de souder le prolétariat révolutionnaire mondial en un seul organisme de lutte, et décide de nommer un bureau provisoire des syndicalistes révolutionnaires qui aura charge de convoquer, du 12 au 19 novembre 1922, un congrès mondial des Centrales syndicalistes révolutionnaires. En outre délibère que ce bureau communiquera à l'Exécutif de l'Internationale syndicale rouge les décisions de la Conférence dans l'espoir que les centrales adhérentes à cette Internationale assisteront au Congrès sus-indiqué pour rechercher les bases de co-existence, dans un même organisme, de toutes les forces syndicalistes révolutionnaires mondiales.

Et l'on nous pose des conditions absolument inacceptables. Les camarades de l'Union syndicale italienne demandent que le Congrès ait lieu hors de Russie. Nous avons répondu : Nous sommes prêts à faire le Congrès à Milan, pouvez-vous nous assurer contre les fascistes (Très bien !). Ou bien, nous pouvons le faire à Paris ou à St-Etienne, mais si vous ne pouvez pas nous recevoir, camarades, pourquoi faire de la démagogie ? (Applaudissements.)

Je n'ai pas touché à plusieurs questions, mais je vais finir sur deux points. Vous m'excuserez si j'ai été un peu long, en me tenant compte que je viens de faire deux mille kilomètres.

Avez-vous remarqué que la presse bourgeoise française est contre l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Moi, je l'ai bien remarqué. J'aime lire « Le Temps » parce qu'il sait ce qu'il veut, et quand les cheminots ont voté l'adhésion conditionnelle, ce journal a publié sous le titre « Les Syndicalistes et Moscou » un article où l'on voit bien comment la presse bourgeoise française est contre votre adhésion à l'Internationale syndicale rouge. « Le Temps » écrit :

« Le Congrès des cheminots affiliés à la Confédération générale du Travail unitaire — entendez par là les extrémistes qui voudraient assujettir le syndicalisme au communisme (ce qui est inexact puisque les cheminots sont pour l'autonomie) — s'est prononcé en faveur de l'adhésion de ce groupement à l'Internationale communiste de Moscou ». Et plus loin :

« Les bolchevicks ne désarment pas à l'égard des socialistes » et on a beau dire qu'ils font des concessions, pour le « Temps », « les

procédés des gens du Kremlin sont des procédés haineux et de mauvaise foi ». Et encore — c'est toujours le « Temps » qui parle — : « C'est cette bande de scélérats, poursuivant systématiquement leur œuvre de spoliation, qu'on invite les travailleurs à soutenir par l'adhésion en masse à la III^e Internationale, qui n'est autre chose que l'instrument par lequel les bolcheviks espèrent réaliser, à leur seul profit, la révolution universelle. »

Camarades, je suis de cette bande de scélérats, et j'en reste. (Applaudissements.)

La révolution, ce n'est pas un jeu. Elle vous prend tout. Elle prend votre cerveau, elle prend vos forces, elle prend tout ce que vous avez dans votre âme et dans votre cœur. Et quand on est en lutte contre le monde entier, peut-il se trouver des camarades révolutionnaires qui disent : Nous voulons la liberté là-bas, nous voulons des soviets sans communistes. Si quelqu'un disait ici : nous voulons des syndicats sans syndicalistes révolutionnaires, vous diriez : Fichez-nous la paix ! (Mouvements divers.) Pourquoi ? Parce que dans chaque pays le mouvement ouvrier a ses particularités qu'il faut reconnaître et que nous reconnaissons quand se disputent au sein de la famille ouvrière ces deux éléments qui sont l'âme de la classe ouvrière : les communistes et les anarchistes. Les faits priment toutes les formules.

Quand nous sommes devant une énorme difficulté, quand nous sommes isolés de tous côtés, nous ne vous demandons rien, nous n'exigeons rien. Est-ce que la révolution russe qui a donné pour la révolution mondiale des centaines de milliers de cadavres a exigé de vous quelque chose ? Non. Vous voulez nous critiquer ? Mais il y a critiques et critiques. Dans une même famille, on se dispute entre frères et sœurs, mais si on se donne une gifle ou un coup de pavé, c'est autre chose ; et nous avons reçu beaucoup de gifles et de coups de pavés, mais nous savons encaisser. Pour faire la révolution, camarades, il faut savoir encaisser ; Allez-y. Et s'il se trouve des camarades qui croient que pour le bien du prolétariat mondial il faut, actuellement, dans les conditions difficiles où nous sommes, nous attaquer et dire au prolétariat russe : Désolidarisez-vous de votre gouvernement, nous répondons : Non, nous sommes solidaires du gouvernement des Soviets. (Applaudissements.)

Nous en sommes solidaires, par expérience de la révolution. Si vous croyez que dans votre pays les politiciens ne valent pas grand chose, faites sans eux, faites-vous mêmes, nous ne vous empêchons pas, nous n'exigeons rien de vous, mais rendez-nous la pareille ; nous n'exigeons pas que vous fassiez la révolution comme nous voulons, mais n'exigez pas davantage que nous la fassions comme vous voudriez. Faites-la seulement ; nous, nous l'avons faite et ce n'est pas seulement pour faire plaisir à Vecchi ou Borghi que nous pouvons oublier les centaines de victimes sacrifiées à la révolution mondiale. Le jeu n'en vaut pas la chandelle. Les modalités de la révolution sont une question de fait et non pas de formule.

Le camarade Colomer écrit dans le dernier numéro du « Libéraire », qui vient de paraître :

« On nous désigna parmi les membres de la Commission administrative, et comme nous n'avions pas dissimulé notre point de vue fédéraliste, antipoliticien, libertaire, durant toutes les séances du Congrès, nous nous crîmes autorisés, par les délégués mêmes qui nous avaient appelés à collaborer à la gestion de la C. G. T. U., à pousser franchement la nouvelle organisation confédérale, de toutes nos forces, quoi qu'on en dise et quoi que l'on fasse, sous le soleil réconfortant de l'anarchie. »

C'est son droit, à notre camarade, d'écrire cela. Je ne suis pas hypocrite, je reconnais que c'est votre droit. (Très bien !) Mais quand le même « Libéraire » dit que nous n'avons pas le droit de parler du soleil réconfortant du communisme, nous disons : cela est hypocrite et nous sommes contre ce genre de lutte dans la classe ouvrière.

Nous sommes en présence de grandes difficultés, et pour finir je vous rappellerai à ce sujet une légende de Maxime Gorki :

Un peuple arriéré vivait dans une forêt sombre. Il était ignorant. Entouré d'arbres de tous côtés, il ne voyait pas le soleil. Un jour, un jeune dit : Allons on avant, nous sortirons de la forêt. Et il partit avec ses compagnons. Les broussailles déchiraient leurs vêtements, leur sang coulait, et l'un d'eux, fatigué de marcher, lui dit : Tu nous a promis que le soleil brillerait sur le monde, que nous le verrions briller en sortant de cette forêt ; mais la route est pénible, nous n'en pouvons plus, nous restons. Alors, le premier déchira son cœur, l'alluma ; en fit un flambeau avec lequel il marcha en avant. Et le peuple sortit de la forêt et vit briller enfin le soleil du communisme. (Vifs applaudissements.) (Le Congrès, debout, chante « Révolution ».)

Totti. — Camarades, nous avons tous écouté le camarade Lozovski dans son intervention. Nous avons demandé que, quelle que soit la durée de parole qui lui serait nécessaire, elle lui fut accordée.

Le secrétaire général de l'Internationale Syndicale de Moscou, s'il avait eu le sens de la souveraineté du Congrès, il aurait tout d'abord apporté le salut de l'Internationale Syndicale au prolétariat français...

Plusieurs voix. — Il l'a fait.

Totti. — ...ce qu'il a fait.

Il nous aurait donné les explications nécessaires que nous attendions sur la relation latérale des centrales de l'Internationale ; j'en appelle à tous, le secrétaire de l'Internationale Syndicale à laquelle nous n'adhérons pas, à laquelle j'espère, sous les conditions que nous envisageons, que nous adhérons, n'avait pas ici le droit de s'attacher à la C. A. en apportant des inexactitudes que je rectifierai au moment opportun tant au point de vue national qu'au point de vue international.

Nous lui demanderons quand la C. A. a attaqué le gouvernement des Soviets et quand elle s'est occupée des affaires des Soviets.

Nous lui demanderons la source de ce qu'il a apporté ici sur la Conférence de Berlin.

Vous avez supporté, camarades — et j'ai défendu jusqu'au bout l'autonomie syndicale — vous avez supporté à Lille, une intervention qui dépassait la limite du secrétaire de l'Internationale d'Amsterdam. Vous avez protesté lorsque ce représentant ne se tenait pas dans les limites où un secrétaire d'Internationale peut parler dans une Centrale nationale, et nous venons aujourd'hui, certes, dans un autre sens, ce n'est pas la même chose...

Dudilleux. — Il ne nous a pas insultés !

Totti. — Je n'ai pas dit qu'il nous avait insultés.

Semard. — Vous êtes des fichus révolutionnaires !

Totti. — Semard, dans le domaine révolutionnaire, nous n'avons pas de leçons à recevoir de Semard. (Mouvements divers, tumulte.)

C'est son droit, en tant que secrétaire de l'Internationale, de venir ici vous apporter son impression. Il l'a fait dans une certaine partie de son intervention.

Nous aurions pu trouver étrange que le secrétaire de l'Internationale méconnaisse complètement les représentants de votre Centrale nationale, comme on nous a méconnus tout le temps.

Nous le dirons à son heure.

Quand on a eu des relations avec votre Centrale nationale, cela a été — je ne dirai pas par un canal, nous ne pouvons pas le savoir, — mais avec des méthodes contre lesquelles nous pouvions protester.

Je ne protesterai pas ici contre ce qu'a dit le camarade Leczowski ; peut-être serai-je presque totalement de son point de vue, sauf en ce qui concerne l'autonomie syndicale.

Je dois, dans le sens de la dignité de la C. G. T. U. française, apporter tout de même une protestation ici : les représentants des Centrales syndicales et le représentant de l'Internationale Syndicale n'ont tout de même pas à faire ici ce que seuls vous avez le droit de faire dans votre Centrale nationale, quand il n'en a pas encore le contrôle. (Applaudissements.)

Camarades, je n'ai pas voulu dire cela pour activer les passions ; si je ne l'avais pas fait, ç'eût été beaucoup plus grave et l'on m'aurait demandé des comptes par la suite.

Nous nous expliquerons. J'espère que le secrétaire provisoire de la C. G. T.

Un délégué. — Oui, provisoire.

Totti. — Oui, provisoire, mais j'ai fait des sacrifices pour accepter ce poste provisoire que vous n'auriez peut-être pas faits. (Applaudissements.)

J'espère que nous aurons le temps nécessaire ici pour répondre point par point, argument contre argument, doctrine contre doctrine, à toutes les inexactitudes qui ont été apportées.

Et maintenant, je me retire à mon poste; vous jugerez ce que je crois devoir vous soumettre pour être jugé. (Applaudissements.)

Le Président. — La parole est au camarade Barthes. (Mouvements divers.)

Barthes. — Camarades, je ne sais pas ce qui vous fait lever la séance si vite.

Un délégué. — Je vais déjeuner.

Barthes. — Va déjeuner si tu veux, mais alors, si la Révolution venait à midi, parce que tu n'aurais pas mangé, tu ne serais pas avec nous? (Applaudissements, bruit.)

Pour mieux étonner le camarade Losovski, je m'étais mis dans ce coin. Moi, je ne suis pas des hommes, je suis des idées.

Je voulais voir s'il me convainçait, car je connais le camarade Losovski d'avant-guerre; j'ai milité avec lui à la « Reprise des Relations Internationales ».

J'avais apporté ce papier pour lui demander quelque chose qui me tient à cœur. Je n'engage pas la responsabilité de mes amis, je n'engage pas la responsabilité de mon syndicat; j'engage la mienne. Mon syndicat me déjugera s'il veut, mais ma conscience me fait un devoir de dire toute ma pensée.

Et vous ne voudriez pas l'écouter?

Dans la question que j'apportais à Losovski, signée de mon nom qu'il connaît, je lui disais : permets-moi de te demander, Losovski, toi qui vis la révolution russe, là-bas, permets-moi de te demander si nous qui sommes ici dans un congrès, divisés en deux tendances, nous sommes des contre-révolutionnaires, comme nous en avons été traités depuis quelques jours, parce que tout en défendant la révolution, nous ne voulons pas être à genoux devant des hommes?

Je voulais lui demander de nous répondre à la face du Congrès qui représente le mouvement ouvrier français. Dis-nous donc si en Russie, on pense que le syndicalisme ne peut pas suffire à tout. Je l'ai démontré le premier au C. S. R. et l'on m'a approuvé.

J'ai dit le premier: oui, nous irons à Moscou, mais nous irons à Moscou avec l'autonomie syndicale. (Applaudissements sur divers bancs.)

Je voulais lui poser cette question et lui demander si nous étions des contre-révolutionnaires, parce que tout en défendant le geste de la révolution, nous critiquons certains hommes, ce qui est notre droit.

Nous irons à Moscou, mais nous pensons que le syndicalisme doit au point de vue national et international être autonome: parce que le syndicalisme est composé exclusivement de travailleurs représentant le travail.

Je sais bien que pour des raisons particulières, le camarade était obligé de partir, mais il n'avait pas pour longtemps à me répondre. Il ne l'a pas fait et je constate sa carence. (Protestations.)

Monmousseau. — Camarades, je n'ai pas du tout l'intention de répondre à la place de Dridzo aux questions qui viennent de lui être posées.

Si quelques-uns sont des contre-révolutionnaires, nous avons déjà depuis longtemps en examinant point par point, les doctrines, établi la tactique de la lutte de classes et tiré des conclusions.

Nous ne demandons pas à quelques-uns ici si nous sommes des canailles pour cela.

Les débats de ce Congrès sont au-dessus de cela. Nous avons encaissé certaines insinuations qui nous ont mis bien près de Jouhaux ; nous ne nous en fâchons pas ; nous ne faisons pas de colère. Les débats de ce Congrès, je le répète, sont au-dessus de cela.

Vous permettrez bien tout de même que le camarade Dridzo, venant pour une fois ici et dans des conditions particulières, après avoir encaissé lui et ses compagnons de lutte pendant tant de mois et tant d'années tout ce qu'on peut dire contre des militants, d'avoir le langage dont il a été obligé d'user difficilement, d'avoir dit quelques mots sur la C. A., sans faire ici un réquisitoire ni prononcer des injures contre elle.

Nous avons dit que nous ne nous séparons pas de la Révolution russe ; nous voulons partager, dans la mesure de nos forces — et nous ne le pourrons pas de longtemps — tout ce qu'elle a subi.

Voilà tout ce que j'ai voulu dire à Totti et à Barthes.

(La séance est levée à 12 h. 45.)



Réponse d'Armando Borghi à Lozovski

Le Président. — La parole est à Borghi, délégué de l'« Union Syndacale Italiana ».

Borghi. — Camarades, j'éprouve la même difficulté que celle que vous avouait ce matin notre camarade Losovski ; je l'éprouve peut-être davantage encore parce que les Italiens n'ont pas besoin comme les Russes, de s'expliquer souvent en français. Il y a une très grande difficulté à se servir d'une langue qui n'est pas la sienne lorsqu'on doit faire de la polémique, c'est-à-dire faire une autre opération du cerveau. Je demande donc toute votre indulgence à cet égard.

Ce matin, j'ai été désigné comme une sorte d'anti-Losovski et cela, par mon ami — on est toujours bien traité par les amis — par le camarade Monmousseau qui a cru de son devoir de mettre en évidence que si, d'un côté, on empêchait Losovski de parler, d'un autre côté, on aurait empêché Borghi de prendre la parole. Je ne sais pas pourquoi.

Je comprends maintenant, après avoir entendu le discours de Losovski. Peut-être alors saviez-vous ce qu'il allait dire et il y aurait quelque chose de logique dans cette désignation d'anti-lozovskien qui m'est appliquée.

Mais, ce n'est pas moi qui ai choisi cette situation ; ce sont les autres, Losovski lui-même que je regrette de ne pas voir ici maintenant.

Un délégué. — Il ne peut pas être ici.

Borghi. — C'est dommage. Si j'avais eu à parler le premier et à poser, comme il l'a fait, des questions de polémique j'aurais demandé de commencer à 9 heures pour donner aux autres camarades le temps de répondre avant mon départ. Il aurait dû s'entendre, avant tout, avec le Bureau.

Un délégué. — Il fallait le dire.

Borghi. — Losovski a dit aussi qu'il était ici sans passeport. « Les autres, a-t-il dit, ont leurs passeports ». Je ne sais pas si, par cette excuse, on veut faire remarquer qu'il nous est plus facile d'entrer en France. Ce que je sais bien, c'est que, si on nous donne facilement les passeports pour aller à l'étranger, rien ne dit que, lorsque nous rentrerons en Italie, on ne nous mettra pas en prison. (Applaudissements.)

En 1920, j'ai demandé d'aller en Russie ; j'ai obtenu un passeport, non pas pour aller à Moscou, mais pour sortir d'Italie. Cela n'a pas empêché que, lorsque je suis rentré dans mon pays, on m'a recherché tout de suite à cause de l'occupation des usines et on m'a

emprisonné, après que la C. G. T. réformiste, avec l'aide des chefs du Parti Socialiste qui sont devenus les chefs du Parti Communiste, a trahi le mouvement d'occupation des usines. (Applaudissements.)

La question des passeports est une question délicate. Mais il y a ici un camarade qui n'a pas de passeport ; il reste ; il prend part au débat ; et, après avoir exposé son point de vue, il restera.

Cette question des passeports est revenue plus tard dans le discours de Losovski. Il a dit : « Si vous voulez faire les conférences internationales en Italie, il faut nous garantir la liberté. » Ce n'est pas une chose facile que celle qui consiste à vous garantir la liberté alors que nous n'avons pas cette liberté pour nous, alors que nous ne savons plus si nous avons même la liberté de vivre.

Quoi qu'il en soit, je connais les difficultés qu'il y a même en Russie, en ce qui concerne les passeports. J'ai vu à Berlin la minorité syndicaliste. Camarade Moumousseau je crois que tu es de bonne foi et que tu te trahis toi-même. C'est mon opinion ; ce n'est pas un compliment. Ces camarades sont des émigrés ; mais ceux qui se sont réunis à Coblenz, sont des expulsés et cela est bien autre chose ; ces derniers ne peuvent pas avoir le passeport pour aller en Russie.

Je connais d'autres difficultés pour revenir de Russie. Les camarades Lepetit et Vergeat n'ont pas pu revenir en Europe. (Applaudissements.)

Je connais Lepetit et Vergeat ; je les ai rencontrés à Moscou, la veille de mon départ ; je sais qu'il n'y a pas de billet de sûreté, même en Russie. Je prie les camarades de bien prendre note de ce que je vais dire. Lorsque je suis parti de Moscou, on m'a dit : « Borghi, vous allez partir ; avec ces papiers, vous pourrez justifier votre faux nom ; vous vous appelez, pour le territoire de Russie : Lepetit. (Applaudissements.) »

Un délégué. — Il faut le prouver.

Borghi. — S'il faut le prouver, il faut prouver tout ce que vous dites ; pour mon compte, j'estime que ma parole suffit.

Bien que très délicate, je pense que la question des passeports n'empêchait pas le camarade Losovski de rester ici et de discuter avec les délégués à ce Congrès.

Losovski n'a pas fait de cérémonie. Il vous a apporté le salut des camarades de Russie. De mon côté, je vous apporte le salut des camarades d'Italie. Dans une autre circonstance, cette salutation aurait pu soulever des enthousiasmes comme ceux qu'a soulevés Moumousseau lorsqu'il est venu au Congrès de Parme en 1919.

Je ne veux pas chercher des arguments émotionnants. Mais si au cours de ce Congrès, on vous rappelait les persécutions internationales, rappelez-vous qu'en Italie les ouvriers sont sujets à la plus féroce des réactions, réaction en dehors de l'Etat, mais ordonnée par l'Etat. Cette réaction ne cherche pas à se justifier par la loi ; mais elle est protégée par la loi. La réaction vise surtout les extrémistes et les

syndicalistes. En Italie, nous n'avons plus maintenant de garantie ni pour notre vie, ni pour notre maison. Et, s'il y avait un Congrès en Italie, groupant tous ces troupeaux rouges, peut-être aurait-on déjà fait un flambeau de tous ces beaux théâtres.

Malgré les difficultés de la langue, nous allons analyser ce qu'a dit ce matin notre camarade Losovski.

Le camarade Losovski est parti de ce point de vue. Est-ce que nous sommes dans un moment dynamique? Est-ce que vous entrevoiez maintenant l'éroulement inévitable du régime capitaliste? Et dans une analyse il a exposé la situation financière, politique, etc... internationale. Si des ex-socialistes sont devenus des communistes après la guerre, quelquefois après avoir défendu la guerre, nous-mêmes, avant la guerre, nous avons été révolutionnaires. Nous voyons dans quel trouble est la situation politique et financière du monde. Nous voyons que la société bourgeoise est dans un moment de crise aiguë. Nous ne voyons pas seulement la possibilité du cataclysme, et même s'il n'y pas la possibilité immédiate du cataclysme, nous avons nos raisons pour rester révolutionnaires par nécessité. Nous savons bien que nous ne pouvons pas bouleverser le monde, mais nous pouvons hâter le bouleversement révolutionnaire, même si les événements semblent chercher à équilibrer la société bourgeoise.

Pour faire la révolution, il faut se placer au point de vue extra-syndicaliste. Ne gonflez pas le syndicalisme de Blanqui, de Guesde, de Lénine. Discutez cela dans un Congrès d'anarchistes, mais, ici, non. Est-ce que le syndicalisme suffit à tout? Je suis de ceux qui ne croient pas aux formules absolues. Le syndicalisme doit suffire à empêcher que les partis politiques travaillent pour détruire le syndicalisme. (Applaudissements.)

Le syndicalisme suffit-il à tout? Certainement. Mais, si pour avoir un syndicalisme suffisant à tout, vous voulez reverser dans les syndicats ce qui est dans les partis, alors, vous devrez même y mettre les luttes électorales.

La formule du syndicalisme remplaçant tout, nous la repoussons comme la repousse Losovski.

Losovski dit qu'il ne faut pas s'attacher aux formules. Il a raison. Mais il ne repousse que les formules des autres comme nous pouvons repousser les siennes.

Le syndicalisme n'est pas révolutionnaire par nécessité et seulement quand la situation s'y prête. Il est toujours révolutionnaire par la force dynamique qu'il développe. Nous ne devons pas nous confier de la rhétorique qui peut réjouir les politiciens.

Le syndicalisme ne peut pas vivre de rhétorique et de démagogie.

Losovski a abordé la question de l'attitude des syndicalistes de divers pays envers la Révolution russe; il a expliqué selon lui les phases de la Révolution russe. Il a dit: en 1920 les syndicalistes étaient enthousiastes de la Révolution russe. L'Union Syndicale Ita-

lienne a donné l'adhésion sans réserve à l'Union Syndicale de ce pays. On a fait miroiter cette étrange interpénétration. C'est la répétition de ce qu'a dit hier le camarade Frossard, c'est-à-dire que nous sommes des profiteurs de la Révolution russe que nous avons appuyée quand elle était en développement et que nous repoussons maintenant parce qu'elle est en difficulté. Voyons s'il y a quelque chose de vrai. Quelle est notre position même envers la Révolution ? Il y a ici quelqu'un qui nous sert de témoin, c'est Monmousseau, qui nous a bien aidés dans la motion votée à Parme. Il nous a dit : « Nous allons à grands pas vers la Révolution. » C'est quelque chose de télépathique.

La « Vie Ouvrière » dit des inexactitudes en ce qui nous concerne, mais nous reconnaissons qu'au point de vue numérique nous ne sommes pas aussi nombreux que dans la C. G. T. réformiste. Je me réserve d'ailleurs de revenir là-dessus.

J'ai entendu ici des critiques aux camarades de la C. A. On a dit que le camarade Totti est venu à Rome nous engager à sortir de la III^e Internationale. Camarades de toutes les tendances, je peux vous dire carrément que le camarade Totti, au Congrès de l'Union Syndicale Italienne, à Rome, a eu une attitude que peu de camarades qui ont été au Congrès ont eue. Je doutais non pas de la bonne foi de Totti mais de la clairvoyance de ses idées ; mais je dois complètement lui rendre hommage et je le remercie sincèrement.

Parce que nous sommes des socialistes, des sectaires, on nous a mis à la porte ! On n'a pas seulement mis à la porte les anarchistes, mais on a agi de même à l'égard des syndicats qui ne voulaient pas accepter la lutte électorale comme moyen de lutte.

Quand la Révolution russe a éclaté, pendant la guerre même, nous avons regardé autour de nous et nous avons vu des socialistes hostiles à la guerre.

Camarades, il faut se rappeler de ce gros numéro... (sourires)... de Berlin. Les socialistes ont compris que ce gros numéro ne coûtait rien et qu'il fallait se placer sur le terrain des idées sans négliger la quantité.

Voilà donc des socialistes peut-être qui vont créer une nouvelle Internationale sur de nouvelles bases et nous, qui sommes des internationalistes, nous qui ne sommes pas des sectaires, qui ne voulons pas obliger les socialistes à marcher avec nous, peut-être pourrions-nous faire une III^e Internationale. Nous sommes restés en dehors de Zimmerwald.

Plus tard, la Révolution russe se poursuit. Oh ! ce n'est pas la révolution que nous voulons, mais nous n'avons jamais condamné la Révolution des Jeunes Turcs, pas plus que nous n'avons condamné celle du Portugal ou celles d'Autriche et d'Allemagne. Nous avons condamné Scheidemann et Noske, sans doute, mais pas la Révolution.

La Révolution russe n'était pas ce que nous aurions voulu ; nous l'avons acceptée, nous l'avons applaudie et nous l'avons aussi critiquée.

Dans le même temps on a vu des contre-révolutionnaires ; il y

avait des anarchistes, des syndicalistes, voire même des bolcheviks. Était-ce pour remettre le tsar sur le trône? Nullement, mais pour renverser Kerensky. Nous avons accueilli les représentants de ces partis par des applaudissements, mais nous avons vu tout de suite, après avoir causé avec eux, que nous n'étions pas du même avis.

En ce qui concerne la Révolution d'Octobre, c'est un autre fait. La Révolution d'Octobre, ce n'est plus une révolution politique, mais c'est une révolution soviétique. On nous parlait déjà de bouleversement de l'Etat, de prise de possession des pouvoirs vrais, les seuls pouvoirs qui soient possibles pour défendre la Révolution.

Frossard a dit hier que le reproche que l'on pouvait adresser à la Commune, c'était de ne pas avoir saisi la banque. Il a dit également que le reproche que l'on pouvait faire également à la Révolution de 48, c'était de ne pas avoir procédé à l'expropriation. Mais camarades, ce sont des arguments qui se retournent contre vous, qui se retournent contre la dialectique communiste que de dire qu'il ne faut pas exproprier directement, mais qu'il faut prendre le pouvoir et puis ensuite le remettre aux prolétaires quand ils pourront procéder à la gestion directe. Il faut réaliser l'étatisation graduelle, même de la propriété privée. Ensuite, on donne aux ouvriers les moyens de travail.

Frossard a dit aussi : votre autonomie dépend de votre force. Comme l'Etat ne peut pas mourir d'un accident, comme il ne peut pas se suicider, il faut le tuer. Dans la thèse de Moscou, dans la profonde dialectique de Lénine et des théoriciens de Moscou, le communisme ne signifie pas communisation des biens, de la propriété, mais elle signifie méthode, dialectique, critique, interprétation des événements révolutionnaires. Ce n'est pas la même chose.

Nous, qui n'avons pas fait de spéculation sur la Révolution russe, nous avons dit : nous allons rechercher les points de contact avec la Russie et avec ces points de contact, nous pourrions élargir la Révolution en Italie.

Camarades, permettez-moi de vous donner connaissance de la motion suivante que nous avons votée au sujet de la III^e Internationale :

Le Congrès considère la conception soviétique de la reconstruction sociale comme une anti-thèse de l'Etat et déclare que toute superfétation à l'autonomie et au libre fonctionnement des Soviets, de toute la classe laborieuse unie dans l'action défensive contre les menaces de réaction, doit être envisagée comme un attentat au développement de la révolution et à la réalisation de l'égalité dans la liberté.

En résumé, cela veut dire que l'on considère la forme des Soviets comme une antithèse de l'Etat et toute structure organique qui serait opposée à cette structure soviétique est un attentat contre la Révolution et contre le développement même de cette Révolution.

C'est intéressant parce qu'il n'y a pas de mal à avoir changé d'idées.

Ce qui était intéressant, c'était de connaître les idées de Moscou. Nos idées, elles sont très bien mises en avant dans les quelques lignes qu'on vous a traduites.

Et alors, voilà qu'à ce moment-là, nous avons donné notre adhésion à Moscou. Mais Moscou ne nous a pas donné son adhésion, à nous.

Nous avons déjà dit que c'était une embrassade en blanc. Nous avions embrassé l'ombre de Moscou.

Voilà donc que nous allons à Moscou. Nous y sommes allés en admirateurs, en adorateurs.

Il était facile d'obtenir des passeports à ce moment-là, en Italie; quand on gênait le gouvernement on vous disait tout de suite: tu veux t'en aller, va-t-en, tu peux aller à Moscou si tu veux ou ailleurs.

Nous sommes allés à Moscou après le Congrès de 1920; A ce moment-là les communistes n'étaient pas encore constitués en parti.

Les socialistes qui étaient avec Moscou nous ont dit: il faut aller à Moscou. Alors, à Moscou, on a trouvé le Parti Socialiste et la C. G. T. Italienne qui étaient dans le même temps adhérents à Amsterdam.

Je suis allé à Moscou en adorateur et même les difficultés du voyage avaient augmenté cet état d'esprit.

J'ai voyagé avec des prisonniers russes qui retournaient dans leur patrie; et comme je ne savais pas parler le russe, on me prenait pour un prisonnier sourd-muet qui avait donné sa vie à la patrie. Voilà comment nous sommes allés en Russie.

En Russie, il y avait déjà beaucoup de camarades; il y avait Lepetit, Vergéat, d'autres français dont je ne me rappelle plus les noms.

Un délégué. — Raymond Lefebvre.

Borghi. — Il y avait des camarades d'Espagne, des camarades d'Allemagne, d'Amérique.

Oui, il y avait Raymond Lefebvre, mais je parle surtout des syndicalistes; Raymond Lefebvre était communiste.

J'ai parlé avec eux.

J'ai parlé aussi avec Raymond Lefebvre; je lui ai parlé chez le coiffeur; il croyait que je parlais le russe et il me demandait d'expliquer au coiffeur comment il voulait qu'on lui coupe les cheveux.

Raymond Lefebvre était très enthousiaste, quand il parlait de la Révolution russe.

Mais Vergéat et Lepetit n'étaient pas dans le même état d'esprit. Quand je les ai vus, ils revenaient d'Ukraine; ils avaient assisté au mouvement même de Makhno.

Je vous assure que Lepetit et Vergéat n'étaient pas dans le même état d'esprit et qu'ils disaient que, revenus en France, ils ne pourraient pas cacher la vérité.

Nous dirons tout: nous dirons qu'ici on ne peut pas prendre d'échantillon d'idées pour les appliquer en France. Nous dirons qu'ici

le mouvement est arrêté par le gouvernement, parce que les camarades qui veulent tenter l'expérience du syndicalisme, les camarades qui veulent commencer à démêler l'armature de guerre, ces camarades sont considérés comme des contre-révolutionnaires.

Dans le mouvement révolutionnaire, quand on a la conscience tranquille, on est tranquille; vous pouvez me giffler jusqu'à demain, me traiter de contre-révolutionnaire, nous ferons tout ce qu'il faut parce que nous sommes à l'avant-garde, jamais nous ne sommes à l'arrière. (Applaudissements.)

Camarades, vous pourriez me giffler jusqu'à demain, cela ne m'empêcherait pas de vous dire la vérité.

Ce matin, quand Losovski a demandé mon témoignage au sujet de l'attitude des adversaires de la Russie, quand il voulait laisser croire que c'étaient les anarchistes qui gênaient le mouvement, j'ai crié — je crois que vous avez entendu — j'ai crié : Non ; Borghi dément.

Je vais vous parler d'un homme que vous connaissez peut-être tous: Kilbaltchich. Il s'était échappé de Russie autrefois; il est devenu syndicaliste après la révolution de Kerensky et il est retourné en Russie.

Je demandais à Kilbaltchich de me parler de la Révolution.

Camarades, on m'a dit: venez demain dans telle rue, au n° 15 et regardez par le soupirail de la cave. Vous verrez des ouvriers, des hommes pâles, maigris, défaits; vous verrez des hommes qui sont en prison parce qu'ils sont arrivés 5 minutes, vous entendez bien, camarades; 5 minutes en retard! (Prottestations.)

C'étaient des cheminots — mettez-vous bien cela dans la tête, Monmousseau, la dictature du prolétariat; — c'étaient des cheminots qui avaient été emprisonnés après un décret de Trotzky.

La voilà la dictature du prolétariat.

En Russie, nous avons eu par la dictature du prolétariat tout ce qu'on voulait; la dictature, elle fonctionnait même quand vous aviez prononcé un mot.

Par cette dictature, nous avons eu la centralisation antiéconomique. Nous avons eu la centralisation contraire aux lois d'économie, nous avons eu la centralisation contraire aux lois d'ethnologie.

Nous avons vu l'impérialisme révolutionnaire.

Oui, nous avons vu cela et nous disions: Oui, lutter, combattre avec les armes, pour défendre la Révolution.

Mais nous ne voulons pas obliger la Révolution à devenir militariste ou capitaliste.

Demain, en Italie, nous ferons la révolution. Que ferons-nous des Arabes de la Tripolitaine? Enverrons-nous en Tripolitaine une armée rouge pour obliger les Arabes, comme ils l'ont déjà partie du royaume d'Italie, à faire partie du territoire révolutionnaire et à faire gouverner Rome par le Comité Central du Parti communiste?

Devrons-nous dépenser de l'argent, des richesses pour obliger les Arabes à accepter notre mouvement ?

Moi, je dis non.

Nous pourrions les libérer, les Arabes, non pas par l'impérialisme, mais par la révolution. Nous dirons aux Arabes : Vous pouvez choisir ; vous pouvez être ou ne pas être avec la révolution d'Italie.

Mais s'il y a des Arabes révolutionnaires, nous les aiderons pour renverser les patrons, les capitalistes. Mais-nous leur laisserons l'indépendance.

Nous laisserons l'indépendance peut-être à la Sardaigne, même dans la monarchie, si elle veut la conserver.

Nous garantirons également l'autonomie de la Cilicie, non pas comme la monarchie, en prétendant civiliser les Arabes ou tout autre peuple par des occupations militaires. Nous chercherons à pénétrer dans cette région par les soldats révolutionnaires et par la propagande révolutionnaire ; nous n'obligerons pas la révolution à remplacer les usines où on cherche à construire des moyens de travail par des usines où on fabrique des canons ; nous n'obligerons pas la révolution à se militariser pour pouvoir mettre le pouvoir dans la main d'une poignée d'hommes qui écraseront la révolution avec l'Etat centralisé.

Enfin, nous nous sommes aperçus que la situation n'était pas telle que nous l'avions prévue. Les soviets n'existent plus ; les conseils d'usines non plus. La gestion des affaires publiques et de la production n'est plus dans les mains des ouvriers ; les syndicats appliquent les ordres du gouvernement ; ils ne peuvent prendre la gestion en main.

Ce matin, Losovski vous a dit : Vous pourrez vous libérer de l'Etat en raison de votre force. C'est bien cela que dit la monarchie, la république ; c'est bien cela que disent tous les gouvernements. Et c'est la position que l'on nous propose à l'Internationale Syndicale ?

Frossard nous a dit : Vous serez autonomes si vous êtes forts. Mais, si les patrons nous paient un peu moins mal, c'est en raison de notre résistance. Alors, vous êtes les patrons et nous sommes les ouvriers ; nous sommes les parents pauvres et vous êtes les riches. C'est ainsi que l'on bâtit l'Internationale ? C'est ainsi que l'on veut faire la révolution ?

Nous avons entendu les hommes de la Révolution russe ; nous les avons admirés dans leur personnalité si complexe ; nous avons admiré le travail qu'ils accomplissent. Nous n'avons pas critiqué la Révolution parce qu'il y avait peu à manger, comme les réformistes l'ont fait. Les réformistes, en effet, sont revenus en Italie en disant : « Regardez la misère qui existe en Russie : les hommes ne vont plus avec les femmes parce qu'ils n'en ont plus la force. » (C'est d'Aragona qui a dit cela, naturellement, parce qu'il n'en a pas la force, lui.)

Nous n'avons pas cherché ce qu'il y avait dans la cuisine ou sur la table. Nous savions à quelles difficultés la Révolution avait à faire

face ; nous connaissons la guerre et le blocus parce que nous avons lutté contre le blocus. Nous avons pensé que la guerre et la révolution qui venaient d'éclater expliquaient la situation économique dans laquelle ce peuple se trouvait. Mais nous avons cherché s'il y avait d'autres raisons. Nous avons pu nous convaincre que la centralisation économique en était une.

A Moscou, les grands sont au gouvernement ; les paysans ont une peur terrible de Moscou, de même que les ouvriers italiens ont peur de Rome. Si nous faisons la révolution demain, il faudra du blé à Rome, à Milan, à Turin. Enverrons-nous dans les pays où il y a du blé un comité de communistes qui ira prendre le blé, les armes à la main, et qui l'enverra à Rome ? Ce comité rencontrera la défiance des ouvriers. Nous pensons que la société nouvelle a d'autres moyens.

Nous pensons qu'il vaut mieux convoquer directement les intéressés. Il ne faut pas envoyer chercher le blé par une équipe de gardes, même rouges ; il faut envoyer les ouvriers directement dans les pays où pousse le blé ; il faut mettre en contact les ouvriers avec les paysans ; les paysans donneront le blé dans ces conditions.

Que s'est-il passé en Russie ? Il s'est passé quelque chose d'analogue à ce qui se passerait si on envoyait des hommes qui, les armes à la main, diraient aux paysans : « Tout le blé doit aller à Rome, ou à Paris, ou à Milan ». De Paris, on en enverra dans toutes les villes ; on le distribuera avec équité. Les paysans diront : « Nous ne voulons pas de cela. »

En Russie, les paysans se méfiaient du gouvernement et de ces hommes qui étaient un peu moins pauvres que les paysans et qui allaient chercher le blé dans les provinces. Ils ont dit : « Nous ne donnerons pas notre blé aux soldats ; envoyez les ouvriers ; nous nous entendrons avec eux pour leur donner le blé. »

Alors, les représentants du gouvernement bolchevik ont voulu avoir recours à la force ; on a tué les paysans ; les paysans ont lutté les armes à la main pour défendre leur blé. Au lieu de voir les forces révolutionnaires paysannes s'ajouter à celles des villes, on a produit une opposition, une démoralisation de la révolution.

Voilà ce que je puis vous dire à propos de ce que nous avons vu en Russie.

Nous avons parlé avec les hommes de la Révolution. Ces hommes sont convaincus que leur méthode doit être employée dans le monde entier. Nous avons parlé avec Lénine, avec Zinovief, avec Boukharine. Nos idées chéries du syndicalisme révolutionnaire sont les « préjugés des anarchistes et des syndicalistes latins ».

Nous avons vu les camarades Lepetit et Vergéat ; ils nous ont dit : « Il n'y a rien de fait encore ; la lutte va commencer maintenant contre l'État. »

Dans la première partie de mon discours, j'ai déjà parlé de la lutte contre la centralisation, contre la militarisation pour donner à la révolution un caractère productif, un caractère syndical ; cette lutte n'a

syndicalisme français élaborait sa charte constitutive, sa charte définitive, la charte d'Amiens, à ce moment-là, dans le parti des oppositions véhémentes mettaient aux prises ceux qui pensaient que le mouvement syndical devait être subordonné au mouvement socialiste et ceux qui pensaient au contraire que le mouvement syndical devait sauvegarder son autonomie, quitté à se rencontrer dans l'action avec ceux des partis prolétariens qui prendraient des directions nettement révolutionnaires.

C'est à ce moment-là qu'un homme comme Edouard Vaillant pouvait dire cette parole que je rappelle au Congrès : « Dans le mouvement ouvrier il y a plus de conscience socialiste que dans le parti socialiste tout entier. » (Applaudissements.)

Camarades, je veux tout de suite signaler au Congrès que s'il y a entre nous des désaccords et des désaccords sérieux, des désaccords profonds, des désaccords peut-être irréductibles, ce ne sont pas des désaccords sur le but.

Quel est en effet le but que nous poursuivons ? Que voulons-nous les uns et les autres ? Nous voulons à la fois, pour reprendre la formule d'un des théoriciens les plus intelligents et les plus compréhensifs du syndicalisme révolutionnaire, nous voulons à la fois débarrasser l'atelier de la tutelle patronale et la société de la tutelle de l'État. Anti-étatiques nous sommes autant que vous (Applaudissements), anti-patronaux nous sommes également (Nouveaux applaudissements).

Camarades, y a-t-il là, je vous le demande, quelque chose de nouveau ? Est-ce que ce n'est pas toute la tradition de notre mouvement révolutionnaire et socialiste ? Est-ce que les théoriciens du socialisme depuis Marx jusqu'à Proudhon ne se sont pas élevés avec autant de force contre la tyrannie de l'État, que contre celle du patronat ?

Ce que vous pouvez nous demander, et vous ne nous gênez pas en le faisant, c'est de ne pas oublier dans notre propagande, de souligner le caractère anti-étatique de notre action.

Mais il ne suffit pas de signaler que nous sommes autant que vous des adversaires de l'État, des adversaires du patronat. Il faut tirer la conséquence de cette double affirmation.

À quoi nous conduit-elle, sinon à envisager comment, par quels moyens, la classe ouvrière parviendra à bouleverser de fond en comble l'ensemble des rapports sociaux.

Une question se pose, qui n'est point, permettez-moi de le dire, une question de doctrine, mais une question d'ordre pratique, et je voudrais l'envisager devant le congrès.

Camarades, si le syndicalisme était une doctrine, comme certains le croient, il y a longtemps qu'il aurait trouvé son expression définitive. Ceux d'entre vous qui militent dans les organisations économiques de la classe ouvrière depuis de longues années savent que depuis un quart de siècle, la question qui fait l'objet essentiel de ce débat est revenue à intervalles réguliers devant les assemblées confédérales. Ceux d'entre vous qui ont l'expérience du mouvement ouvrier savent qu'elle se présente aujourd'hui dans des conditions qui n'en modifient guère ni le fond ni la forme pour beaucoup de ceux qui interviennent à cette tribune.

tout. Mais si, demain, nous avons une révolution en Italie, que ce soit d'Aragona ou Turatti qui soit au pouvoir, nous ne serions pas contre la révolution. Il n'y a pas une révolution qui ne soit pas la nôtre ; il n'est pas une révolution avec laquelle nous ne serions pas.

Mais, la révolution en ce moment consiste à pouvoir reconstruire l'Internationale.

Il y a eu la révolution en Portugal ; on a renvoyé le roi de ce pays. On l'a remplacé par la république. Nous ne sommes pas contre la république ; mais la république a été contre les syndicalistes. Après avoir renversé la monarchie, les ouvriers ont fait la grève ; ils ont mené la lutte contre les capitalistes.

C'est alors que les syndicalistes se sont tournés contre la République, non pas au nom du roi, camarades communistes, mais parce que la lutte de classe inspirait les ouvriers et ne s'arrêtait pas devant le pouvoir monarchique, républicain ou bolchevik.

Frossard et Losovski vous ont éclairé un peu. On nous a dit à plusieurs reprises que notre indépendance, en tant que syndicalistes, vis-à-vis de l'Internationale comme vis-à-vis de l'Etat, dépendait de notre force. Cela signifie que nous devons lutter contre l'autorité des bolcheviki, patrons de l'Etat en Russie et patrons de l'Internationale en Russie.

À Saint-Etienne, on envoie Losovski nous faire un discours, qui me semble analogue à celui de Frossard. Je suis allé en Russie. J'ai parlé avec ces hommes. Il m'a bien semblé que, par ces discours, on voulait passionner l'Internationale ; ces discours ressemblent aux plaidoiries que les socialistes ou les communistes font à la veille des élections lorsqu'ils veulent les votes des ouvriers. S'il y a des ouvriers révolutionnaires, on fait un discours révolutionnaire. S'il y a des petits bourgeois, on cherche à atténuer un peu pour emporter tout de même le vote.

Sommes-nous à la veille des élections quand Frossard nous dit cela ? Est-ce que nous lui demandons la lune ? Est-ce que nous n'avons pas lu les thèses et les livres communistes ?

On commence, après avoir étudié un peu la situation de Russie, à étudier la possibilité de reconstruire l'Internationale avec les bolcheviki.

Voilà un autre point que je dois éclaircir.

À ce moment, on ne voulait pas savoir dans l'Union Syndicale italienne qu'il y avait la C.G.T. italienne. Je défie Monmousseau de prouver ce que dit la « Vie Ouvrière ». Il ne sait pas que ce sont des mensonges ; on le trompe. Je ne peux m'expliquer son changement d'opinion. Monmousseau m'a dit : « J'ai changé d'opinion, je ne suis pas celui que tu as connu à Parme. » On peut changer d'opinion, mais on ne doit pas publier dans la « Vie Ouvrière » des contre-vérités. Les religions ont fait le diable noir, les hommes font les diables blancs.

Maintenant, je rends justice à Totti et je lui dis qu'il a bien fait

dé n'avoir pas voulu servir des idées particulières. Totti, tu sais ce qu'il y avait dans les rangs des communistes et tu as voulu travailler en dehors de ce parti.

D'ailleurs, toutes les fois qu'on demandait à Totti un avis éclairé, que ce soit à gauche ou à droite, Totti répondait : « Je suis un informateur, je n'ai rien à donner à Borghi, ni à Vecchi, ni à d'autres. »

Et alors, quand Vecchi a demandé à la Confédération Générale du Travail française d'être admis à la Conférence de Berlin, la C.A. de France a répondu ainsi : « Parfaitement, camarade Vecchi, vous avez raison et on vous enverra l'invitation ». Camarades, elle a bien fait.

Revenons à la Russie. On a examiné la possibilité de la construction de la nouvelle Internationale, mais on faisait remarquer avec la C.G.T. qu'on ne savait pas où aller.

Nous n'avions pas besoin des syndicalistes, parce que nous savions que si nous prenions les syndicalistes, le Parti socialiste nous échapperait.

Je suis arrivé à Moscou quand la C.G.T. italienne avait déjà donné son adhésion à la III^e Internationale Syndicale Rouge. J'ai protesté et j'ai dit que si l'on voulait commencer le travail en faveur du mouvement révolutionnaire prolétarien, il ne fallait pas dès le début le gêner. On a eu de longues discussions ; on m'a fait appeler chez Léonine, chez Boukharine, etc... J'ai dit au dernier moment : « Je considère d'Aragona et les siens comme des ennemis de la révolution ». Mais dès que nous avons étudié le projet de statuts de la nouvelle Internationale, j'ai bien vu que notre autonomie dépendait de notre rébellion. Je n'ai pas ici le projet de statuts qui a été publié dans différents journaux, même dans le « Libéraire » de Paris, mais je sais que l'on disait au paragraphe 7 que, pour être à la tête des organisations ouvrières syndicales adhérentes à la III^e Internationale Syndicale Rouge, pour être à la tête de ces organisations nationales ou locales, il fallait ou bien être inscrit au Parti communiste de ce pays, ou bien, si on n'y était pas inscrit, avoir l'adhésion, le visa du Comité directeur du Parti communiste de ce pays.

Un délégué. — J'ai bien peur, alors, que nous n'y soyons jamais !

Borghi. — On avait raison de dire que notre indépendance était en relations avec notre rébellion. Camarades, je me suis rebellé ; je me suis révolté. J'ai dit à Tromsk, adjoint de Losovski — ce dernier se trouvait en Allemagne — c'est Rosmer qui a signé le projet de statuts, paragraphe 7, concernant la direction de l'organisation ouvrière désirant adhérer à Moscou.

Rosmer acceptait les formules de Moscou.

Camarades, après tout cela, nous avons bien compris qu'il existait avec Moscou les mêmes rapports que ceux qui existent avec les patrons.

Nous avons donc déclaré : Plaçons la question de la révolution,

mais nous ne sommes ni des juges, ni des ennemis, nous sommes tout simplement des hommes, des révolutionnaires qui constatons une situation.

Hier, Frossard nous a dit : Vous vous êtes solidarisé avec la révolution, au moment où elle triomphait, vous la critiquez aujourd'hui. Non, camarades, ce n'est pas à nous qu'on doit adresser ce reproche.

S'il y en a en Italie qui se sont solidarisés avec la révolution et qui y ont gagné quelque chose, ce sont les socialistes et les chefs actuels du Parti communiste qui, en 1919, ont fait les élections et ont ainsi gagné 150 places au Parlement italien.

Nous, camarades, nous avons défendu la révolution dans ses moments difficiles et nous n'avons pas fait les élections au nom de la Russie. Nous avons lutté avec l'avant-garde révolutionnaire ; nous avons des centaines de camarades dans les prisons ; nous avons occupé les usines en septembre 1920 contre la Confédération réformiste, contre les partis socialistes. (Applaudissements.)

D'autre part, ce n'est pas à cause de l'occupation des usines que la réaction a éclaté en Italie.

A Milan, la Confédération Générale du Travail et le Parti socialiste se disputaient pour savoir qui conduiraient le mouvement ; la C.G.T. disait : Je veux bien le conduire, moi, mais pas dans le sens de la révolution, parce que je suis réformiste ; le parti guesdiste disait : Nous voulons le guider, mais pas avec les syndicats, parce que là il y a la dictature du prolétariat.

Vous ne pouvez pas nous obliger d'avoir pour Tchaïkévitch la même déférence que celle qu'avait le roi d'Italie. Vous ne pouvez pas nous obliger de prendre vis-à-vis du gouvernement de Russie la même attitude que nous avons prise vis-à-vis des autres gouvernements.

On dira : C'est une fatalité ; nous ne voulons pas juger.

Vis-à-vis des réactionnaires, nous dirons toujours : Vous n'avez pas le droit de dire un mot de Lénine, de Trotsky, ni de Kerkho, ni de Cronstadt. Vous n'avez pas le droit de juger parce que vous avez fait la terreur pour la terreur et que vous êtes les représentants de la terreur contre la liberté.

Vous ne pouvez rien dire.

Nous dirons cela vis-à-vis des bourgeois ; mais nous avons le droit de constater la reculade de la Révolution russe.

On nous a dit : C'est une fatalité ; c'était inévitable.

C'est inévitable, camarades ; c'est même inévitable que les anarchistes et les syndicalistes russes essaient de continuer la lutte. On nous a dit c'est inévitable, comme est inévitable la monarchie en Italie.

C'est même si inévitable que nous luttons, nous les révolutionnaires, contre les faits pour créer d'autres faits.

Le christianisme, on a dit qu'il était nécessaire, qu'il était inévitable.

Cette politique, peut-être fatale, inévitable, du gouvernement russe, elle peut entraîner les ouvriers qui sont en lutte contre l'Etat dans les autres pays.

Losovski est venu nous dire que les syndicats russes étaient solidaires du gouvernement des soviets. La politique du gouvernement russe peut empêcher les ouvriers de Russie de continuer la lutte de classe, de continuer la lutte pour l'émancipation, même contre le gouvernement qui est maintenant à la tête de la Révolution russe.

Voilà ce que je voulais dire et ce que je devais vous dire.

Voyez la C.G.T. italienne : adhérente à Amsterdam ;

Les grandes organisations de l'Allemagne, à Amsterdam ;

En Espagne, on est adhérent à Amsterdam.

Alors, avec qui peut-on faire une Internationale ?

Je dis qu'en doit discuter s'il est possible de constituer l'Internationale de Moscou, parce que jusqu'ici il n'y a pas d'organisation internationale syndicale de Moscou.

La seule organisation qui marche derrière Moscou, elle est contre vous.

Pour rétablir les choses, que cela vous plaise ou que cela ne vous plaise pas, je puis vous dire qu'après avoir fait toutes les constatations, après avoir vu toutes les brochures de propagande, philosophiques ou autres, parce que nous ne sommes pas de ceux qui ont refusé la libre examen, nous sommes allés voir les hommes, les choses, les choses, les livres et nous avons voulu voir tout. Après tout cela, après la Conférence de Berlin, nous pouvons vous assurer que, pour l'Italie, nous ne marcherons pas avec l'Internationale liée au gouvernement de Moscou.

En Italie, nous n'irons pas à Moscou, ni par la mer Baltique, ni par la mer du Nord.

Voilà pourquoi nous avons dit que nous pouvions convoquer la Russie ; mais c'était un sacrifice mental que nous faisions. Losovski nous a dit que l'Internationale n'était pas dégagée. Mais nous avons dit : Pour le moment, considérons que l'Internationale est dégagée du gouvernement ; convoquons-la à la Conférence de Berlin.

Après Berlin, nous avons dit : Convoquons toutes les Centrales qui sont à Moscou dans une ville de l'Europe et nous pourrions discuter, mais sur un plan d'égalité.

S'ils sont plus nombreux, ils seront plus forts. Forces syndicales, oui. Mais ni forces du Parti, ni force de l'armée, ni force de l'argent qu'ils dépensent, les bolcheviki, pour propager en Europe toutes les forces qui cherchent à tuer et à guider le syndicalisme international. (Applaudissements.)

Le Président. — La parole est au camarade Monmousseau. (Protestations.)

Monmousseau. — Mis en cause par Borghi que je n'avis pas mis en cause, je n'abuserai pas de cette tribune et, en tout cas, vous serez toujours assez nombreux pour répondre.

Nous avons parlé deux heures pour notre tendance.

Moi, je ne protesterai pas contre Borghi qui nous a appelés des contre-révolutionnaires et qui a porté atteinte à notre autonomie, en passant. C'est de la bonne guerre, cela. (Très bien !)

Mensonges publiés par la « Vie Ouvrière » ! Pardon !

Il y a un homme en Italie qui s'appelle Vecchi et que Totti connaît bien, qui représente la fraction du mouvement ouvrier italien et qui a donné un document sur cette fraction du mouvement.

Il y a eu une Commission administrative confédérale dans laquelle on a décidé qu'en allant à Berlin, les minorités devraient être représentées.

Au moment où Totti était à Berlin, une lettre de l'Union Syndicale italienne arrivait à la C.A. et disait : La fraction Vecchi n'existe pas ; elle ne doit pas être représentée.

Nous avons discuté vivement et nous avons conclu : Il est entendu que les minorités doivent être représentées ; quant à nous, nous n'avons pas du tout voulu départager les majorités d'avec les minorités dans les groupements qui ne sont pas de notre nationalité. (Applaudissements.)

Sentiment de Borghi sur notre position ! Il nous a mis en cause.

Totti est allé à Rome ; avant d'aller à Rome, il est allé à Milan. A Milan, il a fait connaissance avec Borghi ; il est revenu de Milan à Paris avec des sentiments sur le mouvement ouvrier italien. Il est parti à Milan où il fit la connaissance de Vecchi et il est revenu à Paris avec une autre opinion sur le mouvement italien, une autre opinion sur les hommes, les chefs, du mouvement italien, et je rappelle à Totti — cela ne m'étonne pas que Borghi ne soit pas d'accord avec nous, ce n'est peut-être pas un politicien — mais il faut rester sur la vieille tradition, sur laquelle j'étais resté et sur laquelle beaucoup d'entre nous entendent rester. Il n'a pas suivi cette évolution ; il n'a pas fait le saut non pas de l'anarchisme au réformisme, mais de l'anarchisme à la révolution. (Applaudissements.)

C'est comme cela que je m'expliquais le fait que Borghi n'était pas avec nous. Je ne lui ai pas fait l'injure d'être un politicien ou un arriviste ! (Applaudissements.)

Ce n'est pas de ma faute si on me met en cause. Mais, maintenant, je comprends pourquoi Borghi ne peut pas adhérer, quelles que soient les conditions, à l'Internationale de Moscou : c'est un bloc avec la révolution et ses organismes de défense...

Un membre du Bureau. — Et d'oppression ! (Mouvements divers. Bruits.)

Monmousseau. — Voilà pourquoi, quelles que soient les modifications aux statuts, Borghi ne peut pas entrer à l'I.S.R.

De deux choses l'une : ou bien l'I.S.R. se désolidarise de la Révolution russe et du gouvernement des Soviets : c'est votre thèse ; tâchez de la faire triompher. Ce n'est pas la nôtre. Les artifices inclus dans les conditions d'adhésion ne sont que la façade avec laquelle on

cache — mais elle n'est plus cachée après l'intervention de Borghi — la volonté de ne pas adhérer à Moscou parce que Moscou est un tout avec lequel nous sommes solidaires... (Applaudissements) ...jusqu'au moment où la Révolution russe, telle qu'elle est, avec ses fautes, ne sera pas débarrassée de toute la contre-révolution intérieure et extérieure contre l'Etat. Dans ces conditions, nous avons une cause de ne pas incorporer dans notre résolution d'orientation syndicale une précision disant :

« Le syndicalisme, organe de révolution, participe à la révolution et aux rouages de la révolution sans s'abaisser, sans être humilié, sans rien subir de la dictature prolétarienne. Il y participe, s'il le peut, par sa force, par son savoir. »

Nous n'aurions pas eu besoin de discuter sur les conditions d'adhésion à l'Internationale de Moscou ; car tout le débat tient dans l'affirmation de la solidarité syndicaliste avec un Etat provisoire prolétarien nécessité par les événements ou bien la négation de cette solidarité ; à mon tour, je dis que c'est la trahison envers la révolution. (Applaudissements. Mouvements divers.)